

Comment comprendre les propos du cardinal Ambongo

Lire articles en pages 3 et 4.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1641 | LUNDI 14 JUILLET 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Congo

Cinq mots clés rappelés par @kkmtry le 8 janvier 2025: gouvernance, diplomatie, partenariat stratégique, puissance

Et si on nous lisait

On a tout écrit... Que n'a-t-on pas écrit dans ces colonnes du Soft International ! Si au moins on nous lisait ! Si au moins on pouvait/on savait nous lire peut-être que nous n'en serions pas là ! Peut-être que cette énième guerre du Rwanda contre notre pays serait déjà passée dans l'oubli d'une manière ou d'une autre !

Lorsque des soit-disant rebelles, avec à leur tête un ancien président de la Centrale électorale, se déplacent à bord de camionnettes militaires, disposent des chars et des armes sophistiquées que les forces onusiennes n'ont pas, cela interpelle profondément les

consciences. Que faire ?

Le 1er janvier, jour de l'an 2025, j'ai posté un texte sur mon compte X (ex-Twitter) @kkmtry : « Pour mon pays, le Congo, cinq mots aujourd'hui plus que jamais : Gouvernance, Diplomatie, Partenariat Stratégique, Puissance ».

Mon pays qui avait dans le passé tant inspiré le respect dans la région et dans le monde, avec, et ce n'est pas un petit signe, des dessertes aériennes des compagnies américaine, italienne, espagnole outre les traditionnelles compagnies aériennes française, belge, etc., s'il veut revenir demain à cette époque, il doit mettre le cap sur la puissance. La puissance qui seule inspire la peur, le respect et ce respect

entre États n'arrive que par la gouvernance. La Gouvernance qui tisse les liens, lie les amitiés, ouvre les portes à la Diplomatie (active) et cette Diplomatie n'a de sens que par des liens scellés de Partenariat Stratégique. Ainsi va le monde.

Que serait Israël sans les États-Unis ? Bashar al-Assad aurait-il survécu 24 ans sans la Russie ? Certes, le monde n'est plus le monde qu'il était hier mais l'Afrique française aurait-elle existé sans le parapluie de la Françafrique qui se transperce désormais à si grande vitesse ? Un livre de Robert Bourgi fait le buzz dans le monde, « Ils savent que je sais tout » : Ma vie en Françafrique, Paris, Max Milo, 2024.

L'auteur raconte ce qu'il a vécu avec et autour des présidents français et africains qu'il a servis pendant 40 ans et qui l'ont servi ! Seuls ces liens spéciaux permettent à des pays d'exister. Mais il arrive que des paradigmes disparaissent.

Et l'Afrique du Sud serait-elle ce qu'elle est aujourd'hui, membre de BRICS si Nelson Mandela n'avait pas compris le monde en prenant de la hauteur, en pardonnant ses geôliers sans rien oublier ? Mandela qui a payé de 27 ans de prison ses croyances dans la justice, dans l'égalité et qui, dès le lendemain de son élection à la tête de son pays, a rejeté radicalement tout esprit de vengeance ? Cette élévation, qui indique une

gouvernance dans un pays où le monde a tant d'intérêts, n'a-t-elle pas suscité le respect des puissances, rapproché les liens, renforcé la diplomatie active, aidé au maintien en puissance de Pretoria ?

Que dire ? Il y a une solution à tout. Ne cherchons pas à réinventer le fil à couper le beurre. J'appelle l'élite (les Congolais qui connaissent, qui savent, qui maîtrisent la politique, la sécurité, l'armée, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs) à se mobiliser pour notre pays, le Congo, autour du Président de la République, Chef de l'État. On a tout écrit, à lire sans modération, Éd. Spéciale, de la page 3 à la page 19.

T. KIN-KIEY MULUMBA ■

N°1626 | MERCREDI 8 JANVIER 2025.



Il n'y a pas d'arrestations dans les FARDC qui viseraient un espace linguistique

Les interpellations opérées la semaine dernière au sein des FARDC, les Forces armées congolaises, parmi des officiers généraux et supérieurs, le sont suite à des actes posés qui sont contraires à la loi et à la discipline, et non à cause d'une appartenance à un espace linguistique.

Le porte-parole des FARDC, le général-major Sylvain Ekenge, est intervenu en direct à la

télévision Rtnc, la chaîne nationale pour éclairer la population et la mettre en garde contre ce «venin» de la division tant utilisé par des ennemis de la Nation.

LE GÉNÉRAL TANGO-TANGO EST LIBRE.

« S'il y a des interpellations, c'est signé que chacun à titre individuel a posé un acte, soit contraire à la loi, soit contraire à la discipline », a-t-il expliqué interrogé par le journaliste Oscar Mbal Kahij, directeur des

Informations à la Rtnc, lors d'un programme Plateau Spécial. « Vous ne respectez pas les valeurs, vous ne respectez pas les qualités exigées d'un officier, la justice (militaire) va s'occuper de vous », a encore expliqué le porte-parole des FARDC. Ces actes répréhensibles sont posés « en âme et conscience » par le militaire et surtout « à titre individuel et non au nom d'une communauté ou d'un espace linguistique », a-t-il martelé. « On dénonce des infiltrations, la trahison, les

détournements au sein de l'armée. Lorsqu'on met la main sur les responsables (...), on essaie d'injecter ce venin de la division », a-t-il dénoncé. Parmi les « folles rumeurs partagées » dans les réseaux sociaux, il est cité l'arrestation du général Jean-Claude Kifwa, connu sous le nom de Tango-Tango. « Je démène avec véhémence, l'information sur mon interpellation. Je suis un homme libre », a déclaré le général Kifwa, dans une vidéo qui le montre à gauche du lieutenant-

général Jules Banza, Chef d'État-Major de l'armée. Parmi les officiers généraux et supérieurs qui seraient présentement entendus par les services ou mis aux arrêts, diverses sources citent le nom du lieutenant-général Christian Tshiwewe Songesha, ancien chef d'état-major des forces armées congolaises et celui du lieutenant-général Jean-Claude Yav, le conseiller militaire du président de la République. Ancien chef de la maison

militaire du président de la République avant de quitter ce poste en 2023, Jean-Claude Yav aurait été interpellé le matin de lundi 7 juillet à son domicile à Kinshasa, par des agents du Département de renseignement militaire, ex-DEMIAP. Deux anciens collaborateurs du général Tshiwewe - l'ancien directeur de cabinet, le général-major Maurice Nyembo et l'ancien secrétaire particulier, le colonel Adelard - seraient également entendus.

avec AGENCES ■

Mme Suminwa appelle les ministres au dialogue avec les partenaires sociaux

Mme la Première ministre Judith Suminwa Tuluka a invité vendredi 11 juillet les membres de l'équipe gouvernementale à privilégier le dialogue social et un meilleur climat de collaboration avec les partenaires sociaux, dans tous les secteurs, en cette période de guerre d'agression, selon le compte-rendu du 51ème

Conseil des ministres, lu à la télévision nationale par le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya Katembwe. « À ce moment où notre pays fait face à des enjeux multiples, cette exigence politique nous exige à privilégier davantage la paix sociale, dans les différents secteurs de la vie nationale notamment dans le secteur de la Santé, du Travail, de la Fonction publique, de

l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et universitaire, a déclaré la Première ministre citée par Patrick Muyaya Katembwe. Pour cette fin, le dialogue social entre le gouvernement et les partenaires sociaux doit demeurer indispensable pour parvenir (...) à l'amélioration des conditions de travail », a insisté Mme Judith Suminwa Tuluka en recommandant à chaque

ministre à mettre à jour ses engagements afin de permettre au gouvernement de définir une stratégie politique. Selon la Première ministre, depuis l'investiture de son gouvernement par l'Assemblée nationale conformément à la volonté du Président de la République, son équipe travaille en priorisant le maintien d'un dialogue permanent avec les partenaires sociaux.

« Des avancées significatives dans l'exécution des différents engagements pris par l'équipe gouvernementale dans ce secteur ont été enregistrées », a-t-elle souligné, citée par Patrick Muyaya Katembwe. Pour consolider le résultat des acquis, il se dégage la nécessité de la mise à jour de revendications exprimées ainsi que les engagements concrets.

Les chefs religieux veulent s'attaquer aux causes profondes des conflits au Congo

Dans le cadre du dialogue politique en perspective, les chefs religieux s'activent en vue de rechercher les causes profondes des conflits dans le pays.

Mgr Donatien Nshole, secrétaire général de la CENCO, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo, l'a déclaré à Kinshasa, lors d'une conférence vendredi 11 juillet, estimant que l'accord de Washington n'a pas abordé les causes profondes des conflits dans le pays. « Dans un processus de paix, si on ne cherche pas les causes profondes, on ne fait rien du tout », a-t-il dit faisant part de ses réserves sur l'accord signé le 27 juin à Washington par le Congo et le Rwanda, estimant qu'il ne prend pas en compte les causes profondes de la crise à l'Est. Lors d'une rencontre organisée par le mouvement citoyen Po Na Congo en collaboration avec la Synergie pour la transparence



Les chefs religieux reçus à l'Udps par Augustin Kabuya Tshilumba. DR.

des processus de paix, STP, qui a réuni plusieurs acteurs politiques, religieux et académiques autour de différents processus de paix en cours dans le pays, Mgr Nshole a appelé à une approche plus holistique, intégrant les dimensions sociales, historiques et communautaires du conflit.

Il est revenu sur le pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble, une initiative conjointe de la CENCO et de l'ÉCC, l'Église du Christ au Congo, qui vise à offrir un cadre de réflexion et de gouvernance à l'ensemble de la nation. Le même vendredi 11 juillet, le secrétaire gé-

ral de l'UDPS, l'Union pour la démocratie et le progrès social, le parti présidentiel, Augustin Kabuya Tshilumba a reçu des chefs des confessions religieuses conduits par l'archevêque Évariste Ejiba Yamapia, le président de la plateforme des confessions religieuses veus lui présenter

leur projet « Initiative interconfessionnelle pour la paix et la réconciliation en RDC ». Selon Évariste Ejiba, cette « Initiative », présentée au président de la République Félix Tshisekedi, vise à rassembler les Congolais de tous bords autour d'une même table pour discuter des causes profondes qui plongent le pays dans le chaos. Président de la CIMÉ, la Commission d'Intégrité et de Médiation Électorale, Idriss Katenga a appelé à analyser en profondeur les causes des conflits récurrents avant d'y apporter des solutions. « Nous nous sommes interrogés pourquoi la crise sécuritaire persiste quand nous avons organisé tant de dialogues et des conférences. Nous avons compris que beaucoup de choses n'ont pas été résolues et on n'a pas eu à analyser les problèmes dans la profondeur pour relever les vraies causes de nos problèmes qui reviennent à tout moment », a-t-il expliqué.

ALUNGA MBUWA ■

Alerte au choléra

Le Congo fait face à une recrudescence inquiétante de l'épidémie de choléra avec plus de 33.500 malades recensés dans le pays. Le ministre de la Santé publique, Roger Kamba, a dressé jeudi 10 juillet à Kinshasa, un tableau alarmant de la situation sanitaire dans le pays. À la 27e semaine de surveillance, plus de 33.500 cas de choléra ont été enregistrés dans 17 provinces du pays. Trois nouvelles provinces, la Mongala, le Kwilu et le Mai-Ndombe, sont désormais touchées. La Tshopo est la plus affectée, suivie par le Sud-Kivu et Kinshasa, où l'on enregistre en moyenne 130 cas par semaine. Pour faire face à cette situation, trois centres de traitement du choléra étaient déjà actifs à Kinshasa. Deux autres ont été ouverts jeudi, et huit nouveaux devraient suivre prochainement. Le ministre assure que le gouvernement et l'Institut National de santé publique, INSP, sont mobilisés, avec un plan de contingence déjà mis en place. Le ministre a insisté sur les mesures d'hygiène comme principale barrière contre la maladie. « Le choléra se transmet par voie buccale, par l'eau ou les aliments contaminés. Lavez-vous les mains, consommez de l'eau propre et des aliments bien cuits ».

avec AGENCES ■

Comment comprendre les propos du cardinal Ambongo tenus à Rome au Vatican ?

Une vidéo fait le buzz depuis jeudi 10

juillet sur les réseaux sociaux. Elle montre le cardinal Fridolin Ambongo Besungu, depuis Rome, au Vatican, lisant un texte « au nom des Églises du Continent africain ».

À l'issue d'une conférence à Rome ayant réuni les Églises d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, le cardinal congolais dénonce l'accord de paix signé le 27 juin 2025 à Washington par les ministres des Affaires étrangères, la Congolaise Thérèse Kayikwamba Wagner et le Rwandais Olivier Jean Patrick Nduhugirehe, sous la médiation des États-Unis et que les présidents congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et rwandais Paul Kagame doivent entériner dans les prochains jours à Washington, à la Maison Blanche, dans le bureau ovale, autour du président américain Donald Trump devant plusieurs chefs d'État africains.

Le cardinal Fridolin Ambongo Besungu parle de « fausse solution, calquée sur un modèle déjà tenté et qui a échoué en Ukraine ».

« Alors que nos communautés restent privées d'eau potable, la course aux minerais stratégiques est aujourd'hui, surtout en Afrique, à l'origine de la prolifération des groupes armés. Ç'en est assez de fausses



Le Cardinal congolais Fridolin Ambongo Besungu. DR.

solutions, assez de décisions prises sans écouter ceux qui vivent en première ligne de l'effondrement du climat. Et, récemment, vous avez suivi la solution que Trump propose à la République démocratique du Congo et au Rwanda: vous êtes en guerre entre vous et la cause de la guerre (ce sont, ndlr) les minerais. Moi, le Grand Trump, j'arrive, je vous réconcilie et vous me donnez les minerais. Il a tenté cette solution en Ukraine, ça n'a pas marché. Mais bon ! chez nous, tout le monde court, tout le monde a peur de Trump». Des mots qui ont provoqué quelques rires dans

la salle.

UN REVIREMENT ?

Le 1er juillet 2025, lors d'un entretien accordé à des médias dans l'enceinte du Saint-Siège, le cardinal congolais avait reconnu la nécessité de cet accord de Washington et souligné les circonstances douloureuses qui l'ont précédé. « Il y a l'accord qui a été signé, et nous savons dans quel contexte il a été signé. C'est par rapport à la situation à l'Est du pays, où il y a guerre avec les M23 soutenus par un pays voisin, le Rwanda, avec des conséquences humanitaires désastreuses ». Puis son soutien à l'accord : « Il y a

nos frères et sœurs qui souffrent à l'Est. Face à cette situation, signer un accord pour mettre fin à la guerre et mettre fin à la souffrance de notre peuple, nous le soutenons ».

Puis, d'appeler à une mise en œuvre effective des clauses de l'entente. Des propos repris entre autres par le site lepontiel.cd sous le titre : « Depuis Vatican: Le cardinal Fridolin Ambongo exprime son soutien à l'accord de paix RDC-Rwanda » (1er juillet 2025). Comment comprendre le revirement du chef de l'Église catholique du Congo deux semaines plus tard? Est-il convaincu que « la

solution Trump a échoué en Ukraine » quand un accord sur l'exploitation des minerais, du gaz et du pétrole en Ukraine a été signé à Washington le 30 avril 2025 par la première Vice-première ministre ukrainienne, chargée du développement économique et du commerce Ioulia Svyrydenko et le Secrétaire au Trésor américain Scott Bessent ? Même si le texte comporte de nombreuses variables, la signature très attendue de cet accord entre Washington et Kiev n'a-t-elle pas, comme l'écrit le New York Times, « certainement permis d'accomplir une chose qui semblait presque impossible il y a deux mois : elle a lié M. Trump à l'avenir de l'Ukraine » ? Puis, qui est « ce tout le monde (qui) court, tout le monde (qui) a peur de Trump » ? Quand il s'agit d'arrêter un cycle de massacres, de viols, etc., qui perdure depuis une trentaine d'années, face à une situation militaire difficile sur le front, qui n'irait pas à la paix ? L'Iran tout puissant n'a-t-il pas réclamé la fin des hostilités même s'il a su détruire des immeubles et fait des morts en Israël ? Et le Hamas, ce mouvement islamiste et nationaliste palestinien, n'a-t-il pas que ça à la bouche même s'il a fait, le 7 octobre 2023, en Israël, au festival de musique Tribe of Nova, 378 morts dont 344 civils et qu'il détient des otages israéliens ? Combien de victimes, les FARDC ont fait sur le territoire rwandais depuis le début d'un conflit que les opérations

de mixage et de brassage et les infiltrations ont rendu difficile côté congolais ? Face à une situation désastreuse, ne faut-il pas tout envisager et notamment la stratégie qui consiste à « reculer pour mieux sauter », c'est-à-dire, prendre du recul, faire une pause et se préparer pour réussir son coup le lendemain ? Les propos du cardinal qui ne paraissent pas avoir figuré dans le document dont il donnait lecture, n'ont-ils pas été salués à Kigali qui voit mal un rapprochement inattendu entre le Congo et l'administration américaine et réclamerait à Doha, au Qatar, « le contrôle exclusif des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pendant huit ans à travers ses supplétifs du M23-AFC » (*lire ci-dessus*) ?

Que le cardinal ait, dans son introduction, voulu donner toute la solennité à sa communication, en s'adressant « aux distingués membres de la presse, c'est toujours un honneur de venir vers vous, avec cette certitude que ce que nous disons dans cette salle, sera clamé sur le toit pour que le monde entier puisse entendre », n'efface pas bizarrement ce qu'il avait dit auparavant ? Et même si le cardinal n'était que le porte-parole des « Églises du Continent africain » soutenues par un pape américain Léon XIV, s'agissant du Congo, son pays et d'un peuple qui souffre depuis des décennies, sa parole n'aurait-elle pas été entendue s'il l'avait fait savoir ? Que de questions à se poser !

D. DADEI ■

Aux négociations de Qatar, le Rwanda réclame le contrôle exclusif du Nord et Sud-Kivu

Le Rwanda de Paul Kagame veut s'assurer un contrôle exclusif sur tous les plans des provinces congolaises du Nord et du Sud-Kivu pendant une période de huit ans à travers ses supplétifs, le M23, Mouvement 23 et l'AFC, l'Alliance Fleuve Congo, rapporte l'Agence congolaise de presse, ACP, dans une dépêche datée de jeudi 10 juillet. L'agence de presse cite, sans autre précision, « une source

proche des négociateurs de la République démocratique du Congo à Doha au Qatar, une source proche de l'équipe des négociateurs du gouvernement congolais ».

INENVISAGEABLE. « La principale revendication du M23-AFC à Doha est d'obtenir la gestion exclusive, sur tous les plans, des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pendant huit ans », a déclaré à l'ACP cette « source » selon

laquelle, la position du gouvernement congolais par rapport à ces revendications portées par les supplétifs du Rwanda pour le compte de leur mentor et donateur d'ordre qu'est Paul Kagame est qu'« évidemment, le gouvernement ne peut pas ni accepter, ni envisager une telle proposition d'une balkanisation en douceur. C'est inacceptable même de l'entendre de ceux qui prétendent faire la guerre pour le

peuple congolais ». Les rebelles du M23 et l'AFC, soutenus par le Rwanda, avaient appelé, une semaine auparavant, à de nouvelles discussions pour résoudre les problèmes laissés en suspens dans l'accord de paix signé le 27 juin entre Kigali et Kinshasa, à Washington, afin de mettre fin aux combats dans le Nord et Sud Kivu. Ces négociations ont repris à Doha au début de la semaine passée entre les délégués du gouver-

nement et ceux du M23-AFC. L'accord de Washington repose sur quatre piliers : « le retrait des troupes rwandaises de la RDC, un cessez-le-feu global et l'engagement à ne plus soutenir les groupes armés, ainsi que des dispositions sur le désengagement, le désarmement et l'intégration conditionnelle des groupes armés non étatiques ». Mais un communiqué des rebelles de l'AFC parle de « fausses in-

formations diffusées » et « dément catégoriquement toute revendication visant une gestion exclusive du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour une période de huit ans ». De poursuivre : « L'AFC n'est pas un outil au service d'intérêts étrangers. Nous sommes un mouvement congolais, enraciné dans la douleur et l'espoir de notre peuple. Le temps de la peur, de l'injustice et des mensonges touche à sa fin ».

D. DADEI ■



par l'Ambassadeur Jean-Thierry Monsenepwo

Lettre ouverte à Son Éminence Fridolin Cardinal Ambongo Besungu

Lettre ouverte à Son Éminence Fridolin Cardinal Ambongo : «Ne condamnez pas la paix naissante».

Éminence, que la paix du Christ, Lui qui est notre espérance même quand tout vacille (Hébreux 6:19), soit avec vous. C'est dans un esprit de respect filial, mais aussi de responsabilité citoyenne, que nous vous adressons cette lettre. Non pas pour polémiquer, mais pour éclairer. Non pas pour juger, mais pour rappeler que le silence devant l'injustice est, lui aussi, un langage. Et parfois, une complicité. Votre voix, Éminence, porte. Elle a guidé, dénoncé, éclairé. Vous avez, à maintes reprises, tiré la sonnette d'alarme contre les velléités de balkanisation de notre pays. Mais, aujourd'hui, nous sommes profondément troublés : en critiquant l'accord de paix signé à Washington, vous vous trompez de combat.

► Un silence qui pèse

plus que des mots. Il est une vérité que vous avez longtemps proclamée, et que le peuple congolais a gravée dans sa mémoire : la RDC est menacée de morcellement. Mais comment se fait-il qu'au moment où l'auteur principal de cette entreprise macabre - Paul Kagame - est ouvertement désigné dans un rapport officiel des Experts des Nations Unies comme le parrain militaire du M23/AFC, vos dénonciations se tournent... non contre l'agresseur, le Rwanda et Kagame, mais contre un instrument diplomatique de désescalade ?

« Malheur à ceux qui appellent le mal bien, et le bien mal » (Ésaïe, 5:20). Éminence, ce silence vis-à-vis de l'agresseur, Paul Kagame, contraste douloureusement avec la rigueur de vos propos contre l'accord de Washington.

Et cela heurte les cœurs de millions de fidèles catholiques que nous sommes, qui depuis trois décennies, vivent chaque jour avec le glaive de la guerre sur la gorge.

► Un accord comme toute œuvre humaine, impar-

fait, mais porteur de vie. Avez-vous vraiment lu cet accord ? En vérité, il porte une particularité inédite : il ne se contente pas de proclamer la paix, il s'attaque enfin à son véritable nerf : l'exploitation illégale et mafieuse des minerais stratégiques. Or, tout analyste honnête sait que cette guerre n'est pas qu'ethnique ou territoriale : elle est minérale, logistique, économique, géopolitique. Cet accord, pour la première fois, place les ressources au centre de la paix. Et cela, Éminence, ce n'est pas une faiblesse. C'est une avancée majeure. Car « le commencement de la sagesse, c'est la crainte de Dieu » (Proverbes 9:10) - et ce Dieu-là est aussi le Dieu de vérité, qui aime que les causes soient examinées à la racine. Et la racine de cette déstabilisation depuis 1996, c'est Paul Kagame.

Oui, cet accord n'est pas parfait. Mais toute œuvre humaine est perfectible. Ce que notre peuple attend, ce ne sont pas des purismes idéologiques, mais des pas vers la paix. Même petits. Même fragiles. Et si la

paix vient aujourd'hui de l'Occident, de Washington, par une diplomatie ferme et une disponibilité stratégique du Président Donald Trump, doit-on la rejeter au nom d'une posture doctrinale ? N'est-ce pas Dieu lui-même qui peut susciter un Cyrus (cf. Esdras 1:1) pour délivrer son peuple, même hors du peuple élu ?

► Les larmes de l'Est ne demandent pas une rhétorique, mais une solution. Les enfants de Beni, les veuves de Rutshuru, les orphelins de Bunagana... nous, peuple congolais, n'en pouvons plus. Et nos frères et sœurs dans la partie Est de notre pays, n'attendent pas de nous des débats de salon. Ils veulent vivre. Manger. Étudier. Prier dans leurs paroisses. Dormir sans sursaut. Et si cet accord peut permettre de faire taire les armes, même un temps, même partiellement, alors, nous avons l'obligation morale de le soutenir, de l'améliorer, mais non de le disqualifier. « Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de

Dieu » (Matthieu 5:9). Aujourd'hui, la diplomatie du président Félix Tshisekedi a permis une cessation des hostilités dans cette partie du pays et l'implication de Donald Trump a permis la signature d'un accord historique. Nous devons les féliciter. Ils sont artisans de la paix, ils sont appelés fils de Dieu.

► La foi chrétienne n'est pas une espérance passive. Vous dites que le peuple n'a pas été écouté. Mais ce peuple, justement, crie depuis trente ans, et il sait qui sont ses bourreaux. Le peuple sait aussi que la paix est un chemin, pas un miracle tombé du ciel. Elle est faite de choix courageux, de concessions douloureuses, et parfois de pactes entre ennemis. Même Jésus, pour sauver l'humanité, a accepté de dialoguer avec Judas, et ne l'a pas empêché de l'embrasser. Mais cela n'a pas empêché le triomphe de la Résurrection.

► Un appel filial et fraternel. Éminence, nous vous le demandons humblement : n'étouffez pas la fragile lumière qui com-

mence à poindre. Soyez ce berger qui guide, mais qui ne détruit pas l'enclos déjà bâti. Ne jetons pas le doute là où il faut semer la foi. Prêchons par l'espérance. Corrigeons, oui, mais construisons d'abord.

► Le peuple a prié. La Vierge Marie a été invoquée. L'accord a été signé. Il n'est pas parfait, mais il existe. Et c'est, à nos yeux, une réponse partielle mais concrète aux genoux écorchés de ceux qui, depuis longtemps, supplient dans le désert de la souffrance. Recevez, Éminence, notre respect. Mais aussi notre interpellation. Car le silence devant l'injustice, devant le bourreau connu, ou la critique sans solution, ne sont pas les chemins du Christ. « Si vous vous taisez, les pierres crieront » (Luc 19:40). Et aujourd'hui, les pierres crient... à l'Est de la République. Surtout contre Paul Kagame. Que la paix du Christ, celle qu'aucune géopolitique ne peut contrefaire, éclaire nos décisions et irrigue nos cœurs.

Kinshasa, le 10 juillet 2025.

Accord de paix de Washington, ce que gagne concrètement Kinshasa

L'accord signé le 27 juin 2025 entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda marque un tournant inédit dans les relations bilatérales.

Pour la première fois, Kinshasa obtient des engagements clairs, vérifiables et contraignants qui renforcent sa souveraineté, sa sécurité et son contrôle économique. Et ce, après 30 ans de violation continue de la souveraineté de la République Démocratique du Congo et la mort de plus de 6 millions de Congolais.

Le Chef de l'État a choisi le chemin de la diplomatie non pas par peur d'une lutte armée mais pour éviter d'occasionner plus de morts.

► Retrait des troupes rwandaises déguisées en M23. Le Rwanda s'engage à cesser tout appui direct ou indirect au M23 et à l'AFC. Ce retrait marque une reconnaissance implicite du rôle déstabilisateur joué par Kigali dans l'Est congolais.

► Fin officielle du soutien militaire et logistique aux groupes armés. L'accord interdit expressément tout financement, approvisionnement ou encadrement des groupes rebelles. Cela met fin à l'ambiguïté qui a permis l'entretien de conflits récurrents.

Car depuis 1996, le Rwanda déstabilise la RDC via des pantins. À chaque épisode, nouveaux visages mais même acteurs dans les cou-

lisses. ► Reconnaissance formelle de la souveraineté de la RDC. Pour la première fois, le Rwanda reconnaît par écrit l'intégrité territoriale de la RDC, sans réserve. Ce principe est juridiquement contraignant et assorti de mécanismes de surveillance.

► Neutralisation conjointe des FDLR. La RDC accepte d'agir contre les FDLR, en échange de l'arrêt des incursions rwandaises sous prétexte sécuritaire. Une coopération ciblée est établie, évitant les prétextes d'ingérence.

► Exclusion des criminels de guerre des processus de réintégration. Aucun ancien rebelle impliqué dans des crimes ne pour-

ra intégrer les FARDC ou la PNC. C'est une avancée majeure pour la justice transitionnelle et la moralisation des institutions. Et ce, pour éviter d'affaiblir nos forces armées et de sécurités par des mixages et brassages aveugles.

► Retour organisé des déplacés et réfugiés congolais. Les Congolais ayant fui les violences pourront regagner leurs foyers sous protection étatique. L'accord prévoit un cadre précis, respectueux de leur dignité et encadré par les autorités locales.

► Mécanisme sécuritaire bilatéral avec calendrier d'action. Un organe de coordination RDC-Rwanda est instauré pour suivre les engagements, avec des délais fixés. Cela

permet de passer d'un simple engagement politique à une responsabilité technique.

► Création d'un cadre économique transparent autour des minerais stratégiques. Les ressources naturelles congolaises seront intégrées dans des chaînes de valeur formelles, avec audits indépendants. Cela vise à tarir le financement des conflits par les circuits illicites.

► Supervision internationale via audits et implication des Nations Unies. La Monusco voit son rôle renforcé, notamment pour garantir la protection des civils et vérifier la mise en œuvre. L'appui des Nations Unies confère une légitimité et une force d'exécution

accrue à l'accord. ► Mécanisme de règlement des différends pour garantir la durabilité de l'accord. Un comité conjoint est chargé de trancher les éventuels litiges entre les deux parties. Ce dispositif de médiation réduit les risques de rupture unilatérale et stabilise l'environnement diplomatique.

► Conclusion. C'est un tournant diplomatique majeur. Jamais la République Démocratique du Congo n'avait obtenu autant de garanties écrites, structurées et vérifiables dans un accord avec le Rwanda. La clef réside désormais dans l'application effective et surveillée de ces engagements.

Kinshasa, le 10 juillet 2025.

Face au Rwanda, seuls des regrets à l'étranger

L'article à la page 2.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1626 | MERCREDI 8 JANVIER 2025 | 20 PAGES €7 \$8

La guerre

Si on nous lisait

On a tout écrit... Que n'a-t-on pas écrit dans ces colonnes du Soft International ! Si au moins on nous lisait ! Si au moins on pouvait/on savait nous lire peut-être que nous n'en serions pas là ! Peut-être que cette énième guerre du Rwanda contre notre pays serait déjà passée dans l'oubli d'une manière ou d'une autre !

Lorsque des soit-disant rebelles, avec à leur tête un ancien président de la Centrale électorale, se déplacent à bord de camionnettes militaires, disposent des chars et des armes sophistiquées que les forces onusiennes n'ont pas, cela inter-

pelle profondément les consciences. Que faire ?

Le 1er janvier, jour de l'an 2025, j'ai posté un texte sur mon compte X (ex-Twitter) @kkmtry : « Pour mon pays, le Congo, cinq mots aujourd'hui plus que jamais : Gouvernance, Diplomatie, Partenariat Stratégique, Puissance ».

Mon pays qui avait dans le passé tant inspiré le respect dans la région et dans le monde, avec, et ce n'est pas un petit signe, des dessertes aériennes des compagnies américaine, italienne, espagnole outre les traditionnelles compagnies aériennes française, belge, etc., s'il veut revenir demain à cette époque, il doit mettre le cap sur la puissance. La puissance qui seule inspire la peur,

le respect et ce respect entre États n'arrive que par la gouvernance. La Gouvernance qui tisse les liens, lie les amitiés, ouvre les portes à la Diplomatie (active) et cette Diplomatie n'a de sens que par des liens scellés de Partenariat Stratégique. Ainsi va le monde.

Que serait Israël sans les États-Unis ? Bashar al-Assad aurait-il survécu 24 ans sans la Russie ? Certes, le monde n'est plus le monde qu'il était hier mais l'Afrique francophone aurait-elle existé sans le parapluie de la Françafrique qui se transperce désormais à si grande vitesse ? Un livre de Robert Bourgi fait le buzz dans le monde, « Ils savent que je sais tout » : Ma vie en Françafrique,

Paris, Max Milo, 2024. L'auteur raconte ce qu'il a vécu avec et autour des présidents français et africains qu'il a servis pendant 40 ans et qui l'ont servi ! Seuls ces liens spéciaux permettent à des pays d'exister. Mais il arrive que des paradigmes disparaissent.

Et l'Afrique du Sud serait-elle ce qu'elle est aujourd'hui, membre de BRICS si Nelson Mandela n'avait pas compris le monde en prenant de la hauteur, en pardonnant ses geôliers sans rien oublier ? Mandela qui a payé de 27 ans de prison ses croyances dans la justice, dans l'égalité et qui, dès le lendemain de son élection à la tête de son pays, a rejeté radicalement tout esprit de vengeance ? Cette

élévation, qui indique une gouvernance dans un pays où le monde a tant d'intérêts, n'a-t-elle pas suscité le respect des puissances, rapproché les liens, renforcé la diplomatie active, aidé au maintien en puissance de Pretoria ?

Que dire ? Il y a une solution à tout. Ne cherchons pas à réinventer le fil à couper le beurre. J'appelle l'élite (les Congolais qui connaissent, qui savent, qui maîtrisent la politique, la sécurité, l'armée, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs) à se mobiliser pour notre pays, le Congo, autour du Président de la République, Chef de l'État. On a tout écrit, à lire sans modération, Éd. Spéciale, de la page 3 à la page 19.

T. KIN-KIEY MULUMBA ■

Mobilité, le jour est proche où Kinshasa sera à l'arrêt

Lire en pages 9 à 11.

THE SOFT INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1632 | JEUDI 20 MARS 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Ce fut une guerre de trop

Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Ignore-t-on que le monde se moque du Congo ! Ignore-t-on que le monde a quelque respect du Rwanda ! Comment à l'étranger, le lointain observateur s'explique-t-il la situation d'un Rwanda si petit, dépourvu des airs, des eaux, du sol, du sous-sol, même si depuis peu, il en dit le contraire - propagande oblige! - a pu développer l'ambition de lancer trois guerres au cours de trois décennies - Afdl, Rcd, Cndp-M23 - contre son géant voisin de l'Ouest et de conquérir des territoires sans que celui-ci ne lui impose le respect par une quelconque frappe? Les Congolais se sont-ils jamais posés cette question de fond ? La brillance du Congolais qui aurait fréquenté les Grandes écoles occidentales ne fait-elle pas rire les vaches aux éclats? Une analyse de fond ne s'impose-t-elle pas aujourd'hui plus que jamais si l'élite congolaise

pense léguer quelque chose aux générations suivantes ?

Certes, je salue ce Congo qui se déploie sur le terrain. Tel lève sa base à l'Équateur ; tel parcourt le Grand Katanga ; tel se rend au Kongo Central, dans le Kwilu, dans le Grand Bandundu. Expliquer cette guerre, mobiliser les Congolais, recruter les jeunes, l'heure a sonné. Mais ne faut-il pas mieux ? Le Congo doit mobiliser les intelligences, les connaissances, les compétences pour construire son demain, le pays que le Congo d'aujourd'hui laisserait au Congo de demain. Demain se construit aujourd'hui. Quand on jette un regard sur le passé du Congo, un fait marque les esprits : le Congo a manqué une vision partagée du futur. C'est l'urgence qu'il nous faut entreprendre sans attendre.

Ne savons-nous pas que le monde n'a de respect que pour les puissants ? Ne savons-nous pas que ce Congo qui impressionne par son sol et son sous-sol, hier au centre des convoitises, fut confié par les puissants à un souverain des plus faibles afin qu'il ne leur fasse aucune ombre ? Ce paradigme a-t-il changé? Comment n'a-t-on pas su que le Congo qui a sauvé les puissants avec son uranium de Chin-kolobwe qui permit la fabrication de la bombe atomique qui fit taire le Japon, dispose de

plus que ça, des matières premières critiques, cobalt, tantale (coltan), tungstène, lithium, qui redessinent l'humanité et que des choix stratégiques auraient dû être pensés pour que ce qui nous arrive ne nous arrive pas? Ignorait-on que ce qui arrive allait arriver ? Comment avait-on tourné le dos à la SADC en allant embrasser l'EAC si proche de Kigali ? Ignorait-on que Trump que l'on avait vu il y a cinq ans allait reprendre le bureau Ovale avec plus de forces ? Ignorait-on que le premier compagnon de Trump dans sa gouvernance du monde serait Elon Musk ? Qui a osé traîner devant un magistrat les firmes les plus puissantes du monde ? Comment avait-on pensé confier à la Chine le sous-sol congolais en ignorant le plus important dans la vie (sécurité, défense) et que ce qui inspire le respect dans la vie, ce sont les armes, que la Chine n'a qu'un objectif de vie, investir des milliards, prendre des milliards, sans vendre aucune arme ? Qui a été à la conception des décisions du Congo ces dernières années? Je salue ce Congo qui mobilise mais face aux armes, quelle réponse apporter ? Ignorer que tout commence par le commencement c'est ne pas savoir comment vivre ; comment concevoir une stratégie. Mobilisons les intelligences, les connaissances, les compétences. Si le Congo ne veut pas périr, qu'il pense Stratégies. Le Congo A/le Congo PEUT/ le Congo DOIT.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Pour le Congo, en 2025, parlons moins, agissons plus

Communiquer c'est souvent se taire mais agir en posant des actes d'adéquation. La leçon est connue dans les Universités du monde. Trop de communication tue la communication. Face au Rwanda, nous devrions (nous aurions dû) faire mieux : éviter de trop ouvrir la bouche mais agir avec efficacité. Encore qu'ouvrir trop souvent la bouche ce n'est pas toujours communiquer de manière adéquate. Se taire est souvent une meilleure posture à prendre. Question : pourquoi notre pays aime tant ouvrir la bouche? Alerter son entourage sur un danger qui pointe à sa porte ne manque pas de sens mais est-ce la première action à engager en l'espèce ou il faut au contraire chercher à neutraliser le danger? Ceux qui dirigent le monde savent, ils frappent. Et communiquent après. Les États-Unis en Irak face à Saddam Hussein exécuté par pendaison à Bagdad, le 30 décembre ; la Russie face à l'Ukraine désormais quasi détruite ; Israël face au mouvement palestinien Hamas qui voit tous ses chefs anéantis un

à un où qu'ils se trouvent dans le monde. Pareil pour le groupe islamiste chiite libanais Hezbollah. Les exemples sont légion. Pense-t-on que les Maîtres du monde pourraient avoir une autre perception des relations entre les États qui mettrait de côté la puissance? Si tel est le sens de la communication publique congolaise, c'est taper à côté. Rappelons ces mots du président français Emmanuel Macron prononcés les yeux dans les yeux, le 4 mars 2023, avec solennité, à Kinshasa, au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, face à son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant la Nation, devant le monde, après des propos récusés d'un journaliste congolais, allant jusqu'à le ridiculiser : « Je suis pour la vérité, toute la vérité. Je suis prêt à ouvrir toutes les pages de l'Histoire. (...) Vous avez fait un raccourci qui n'a rien d'historique, ni de juste entre le rôle qu'a pu jouer la France dans cette page sombre dans la sous-région et la situation dramatique que j'ai évoquée, la deuxième guerre, avec les millions de morts, de votre pays, dont je rappelle la gravité. Donc, je récusé le raccourci que vous avez fait (...). Soyons clairs. Depuis 1994, plu-

sieurs pays de la sous-région - pas qu'un - sont entrés dans votre pays et plusieurs groupes rebelles y ont prospéré, captant d'ailleurs beaucoup de richesses, minières, économiques qui devraient revenir à votre pays. Depuis 1994 - et c'est pas la faute de la France, pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez pas été capables (votre pays n'a pas été capable, ndr) de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative. Faut pas chercher des coupables à l'extérieur (...).

VOICI LA RECETTE ! Pense-t-on que ces paroles, qui datent de l'année dernière, soient sorties par hasard de la bouche du chef d'un pays membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, connu pour celui qui rédige les résolutions des Nations Unies sur le Congo? Pense-t-on que ces paroles représentent le point de vue de la seule France, du seul président français, et qu'elles ne seraient pas partagées par d'autres puissances planétaires, par l'Afrique, par la sous-région? En fait, jamais à ce jour, ni la France, ni l'ONU, ni une quelconque puissance mondiale n'a condamné le Rwanda dans son agression au Congo. Le feront-ils un jour? Qui

sait? Mais quand, comment, pourquoi? Que de rapports rédigés par des commissions d'experts de l'ONU, distribués à New York sur cette invasion rwandaise. Qui les a lus? Qui en a tenu compte? Lettre morte! Nations Unies, «le Machin ô combien inutile et même dangereux», avait déjà constaté le Général de Gaulle. Ces Nations-Unies qui, depuis plus d'un demi-siècle, s'éternisent au Congo sans que nul ne sache quand elles s'en iront, et, dans quelles conditions... Sait-on que si Paris ne peut condamner Kigali, c'est suite aux relations étroites qui lient la France au Rwanda. L'alliance Paris-Kigali se situe dans nombre de secteurs. Entre les deux Capitales, il s'agit d'un partenariat stratégique. Au Mozambique, des soldats rwandais combattent des djihadistes qui empêchent l'émergence du gigantesque projet gazier de la multinationale française, TotalEnergies. Le Rwanda est pourvoyeur de troupes pour les Casques bleus des Nations Unies. L'armée rwandaise RDF est déployée en Centrafrique et au Mozambique dans le cadre d'opérations onusiennes sur le continent. Sait-on comment il est difficile de trouver un pays qui offre ses soldats pour aller combattre pour un autre pays, dans un

autre pays... Que faire face à cette agression rwandaise que Kinshasa qualifie de «barbare»? Une recette, une seule : arrêter de parler inutilement, arrêter de faire trop de bruit, arrêter «le théâtre de chez nous». Repenser la parole congolaise, structurer celle-ci. Mettre en place une équipe de stratèges politiques, militaires, sécuritaires de haut vol, composée de ceux qui connaissent, qui savent, qui maîtrisent la politique, la sécurité, l'armée, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs. Objectif : placer le Congo en capacité de restaurer aussi vite que possible la souveraineté militaire, sécuritaire, administrative. S'éloigner plus que jamais des apprentis qui agissent comme des petits enfants. Donner à ces stratèges un temps et des moyens de réflexion en vue de faire rebondir le Congo. La Russie l'a fait après la fin, le 25 décembre 1991, de l'URSS après la démission de Mikhaïl Gorbatchev. Le Front Patriotique Rwandais tutsi l'a fait après la mort de son chef Fred Gisa Rwigema tué le 2 octobre 1990 dès le lendemain de la première offensive tutsie visant à renverser le pouvoir Hutu à Kigali. Cela s'appelle reculer pour mieux sauter. T. KIN-KIEY MULUMBA ■

Nangaa, cet énième Congolais de service

C'est la phrase clé léguée au Congo par Me Gérard Kamanda wa Kamanda, né le 10 décembre 1940 à Kikwit, au Kwilu, éteint le 21 janvier 2016 à Kinshasa.

Il fut, à Addis-Abeba, en Éthiopie, entre 1967 et 1972, directeur de cabinet du Secrétaire Général de l'OUA, Organisation de l'Unité Africaine (UA, Union Africaine), le Guinéen Diallo Telli, et, entre 1972 et 1978, Secrétaire Général Adjoint élu de l'OUA avant de regagner le pays et d'occuper plusieurs fonctions ministérielles (Vice-Premier ministre aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, VPM à l'Intérieur, VPM à la Justice, ministre de la Recherche scientifique et tech-



nologique), a utilisé d'une formule choc - « Congolais de service » - pour désigner Laurent-Désiré Kabila quand celui qui fit sa vie longtemps dans le maquis de l'Est, dans l'oubli, fut porté par le Rwanda et l'Ouganda à la tête de l'Afdl, Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, que Wikipédia



Ci-bas, ci-contre, Corneille Nangaa avec ceux qui sont passés avant lui. DR. décrit comme « une coalition de dissidents à Mobutu Sese Seko et de groupes ethniques minoritaires congolais qui, emmenés par Laurent-Désiré Kabila, mais en réalité orchestré et dirigé par le Rwanda, prirent le pouvoir au terme de la première guerre du Congo (1996-1997), tout en se rendant coupable de nombreuses exactions. Bien que l'alliance



ait réussi à évincer Mobutu du pouvoir, elle ne survécut pas aux tensions entre Kabila et ses anciens alliés, l'Ouganda et le Rwanda, ce qui amena au déclenchement de la deuxième guerre du Congo le 2 août 1998». Après la crise surgie entre Laurent-Désiré Kabila et ses mentors rwandais et ougandais et la fin de l'Afdl, Kigali construit en 1998, sur le même

mode opératoire, une autre rébellion, le RCD, Rassemblement congolais pour la démocratie, né à Goma et porte à sa tête plusieurs personnalités congolaises de premier plan recrutées à Kinshasa et dans des pays de l'Est.

ÉNIÈME CONGOLAIS DE SERVICE.

Cette rébellion compte dans ses rangs le professeur Ernest Wamba dia Wamba, l'ancien premier ministre Vincent de Paul Lunda Bululu, l'ancien fonctionnaire de l'Unesco Arthur Z'ahidi Ngoma, l'ancien ministre Alexis Thambwe Mwamba, Antipas Mbusa Nyamwisi, John Tibasima Bogemu, Émile Ilunga Kalambo, Adolphe Onusumba Yambo, Azarias Ruberwa Manywa, Moïse

Nyarugabo Muhizi Mugeyo, etc. Après le RCD qui participe au pouvoir à Kinshasa (régime 1+4 après le dialogue inter-congolais de Sun City), nouveau clash entre Kinshasa et Kigali. Et nouvelle guerre contre Kinshasa conduite cette fois par divers groupes rebelles, CNDD avec Laurent Nkunda Batware, Bosco Ntaganda-le Terminator, Sultani Makenga, Jean-Marie Runiga, le M23 avec un natif de Bukavu, Bertrand Bisimwa, puis, le récent acte, l'AFC, Alliance Fleuve Congo avec l'ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, Corneille Nangaa Yobeluo. Ce natif de l'Ituri est-il le énième «Congolais de service» qui subira le sort de nombre de ses compatriotes passés à Kigali, utilisés à souhait par

Kigali pour la vente de son image dans un monde interconnecté quand il exploite à souhait illégalement les mines de l'Est avant d'être lâchés car usés? Il est vrai que le régime rwandais n'a jamais eu le moindre état d'âme quand il s'agit de ses intérêts. L'échec du sommet de Luanda qui aurait réuni, le 15 décembre 2024, le Congolais Tshisekedi et le Rwandais Kagame autour de l'Angolais João Lourenço quand Kigali réclame auparavant un dialogue entre Kinshasa et le M23-AFC, laisse un espoir à Nangaa et à Bisimwa. Mais l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Kagame aura-t-il un énième culot jusqu'à pousser ses soldats à marcher une énième fois sur Kinshasa? Réel doute. T. MATOTU ■

La ville de Goma est-elle menacée par Kigali

L'administration démocratique américaine dirigée par le Président Joe Biden a-t-elle conseillé les pays de la sous-région (Afrique Centrale et Afrique Australe) à ne pas se battre avec les forces armées coalisées rwandaises ou, mieux, à éviter d'envoyer des troupes au Congo, dans les Kivu ?

Que des nouvelles arrivent de la province endeuillée du Nord-Kivu. Goma, la grande ville de l'Est, serait-elle en passe de passer aux mains des rebelles du M23 et de l'Alliance Fleuve Congo, AFC, de l'ex-président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, Cornelle Nangaa Yobeluo ?

Si oui, la fameuse Communauté Internationale - les États-Unis d'Amérique en tête - n'y serait pas loin ! Dans une vidéo devenue virale, l'ancien « Monsieur Afrique » du Département d'État américain, Herman Cohen, connu comme expert de la région d'Afrique Centrale et des Grands Lacs, vient de faire des annonces étonnantes sur la Toile. Il dévoile des échanges qu'il a eus avec des « intellectuels congolais » qui l'interpellent en ces termes :

- « Oh ! Vous ne voulez pas que nous gardions notre souveraineté ! Vous voulez partager la souveraineté du Kivu entre nous et les Rwandais ! ».

La réponse d'Herman Cohen choque les Congolais :

- « Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Le Rwanda partage déjà la souveraineté du Kivu. Si vous vous adressez aux fonctionnaires du Département d'État, ils vous disent que le Kivu fait partie du Rwanda maintenant. Il faut être réaliste... ».

Comment évaluer cette présentation sans rappeler la mise en garde que Paul Kagame avait adressée mardi 23 janvier à Kigali à ses voisins,



Comme à chaque montée de l'insécurité, les populations du Nord-Kivu dans les zones occupées par la coalition M23-AFC abandonnent leurs lieux d'habitations pour trouver un refuge ailleurs. DR.

lors du dialogue national annuel. En réaffirmant son engagement pour la sécurité de son pays, le président rwandais s'est adressé directement au Congo et au Burundi.

« Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas répondre. Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur ».

RWANDA DAY À WASHINGTON. Est-ce pour marquer son rapprochement avec l'Administration Biden que Kagame s'est rendu le week-end dernier à Washington pour participer à un National Breakfast Prayer et à une « Rwanda Day » qui célébrait la culture rwandaise en présence de près de 4.000 ressortissants rwandais vivant aux États-Unis, d'autres venus directement du Rwanda ?

Invité le 20 janvier à la cérémonie d'investiture du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le président burundais Évariste Ndayishimiye, dont le pays vient de signer un accord de défense avec Kinshasa, renforçant davantage leurs liens, n'a pas mâché ses mots à l'endroit de Kigali. Évariste Ndayishimiye a renouvelé ses accusations contre Kigali qui refuse de collaborer pour une solution sur les rebelles burundais RED-Tabara, a qualifié son homologue rwandais d'« hypocrite » et de « menteur ». « Si quelqu'un te ment une première fois et une deuxième fois, c'est de sa faute. Mais s'il te ment pour la troisième fois, la faute te revient », a-t-il déclaré le 21 janvier devant des représentants de la jeunesse congolaise. Et il a appelé, en direction des Rwandais, à une dynamique plus grande. « Notre lutte doit continuer jusqu'à ce que le peuple rwandais commence aussi à se faire pression. Je sais que les jeunes rwandais ne peuvent pas accepter d'être des prisonniers dans la région ». Ndayishimiye a fait part d'un projet d'organisation d'un cadre d'échanges pour les jeunes de la

région des Grands Lacs. Kigali a pris cette initiative comme un appel des jeunes au renversement du pouvoir rwandais. Il faut rappeler le discours offensif à l'endroit du régime rwandais que lors de la campagne électorale, le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a tenu faisant prendre conscience aux Congolais, en particulier ceux de l'Est. Trois verbatims qui ont en effet fait mouche au pays et à l'étranger.

Celui prononcé le 9 décembre 2023 à Bukavu, à quelques encablures du Rwanda, lors du meeting de campagne. Le Président congolais a comparé Paul Kagame à Adolf Hitler. « Je vais m'adresser au président rwandais pour lui dire ceci : puisqu'il a voulu se comporter comme Adolf Hitler en ayant des visées expansionnistes (au Congo), je lui promets de finir comme Adolf Hitler ». L'autre verbatim est tombé le 18 décembre, au lendemain de l'annonce, le 15 décembre à Nairobi, de la création par les rebelles du M23 de l'Alliance Fleuve Congo. « À la moindre escarrouche, déclare le Président Tshisekedi,

martial, je vous assure que la réponse sera immédiate. Je convoquerai les deux Chambres parlementaires. Je déclarerai la guerre au Rwanda. Aujourd'hui, nous n'avons pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Rwanda. De chez nous, nous pouvons atteindre Kigali ». Puis : « Paul Kagame se moque de nous. Il faut quelqu'un pour l'arrêter et je suis ce quelqu'un là ». Message explicite. Les FARDC sont désormais militairement mieux équipées. Elles disposent de la puissance de feu qui leur permettrait de donner la réponse appropriée. Un autre verbatim placé au cœur de cette campagne qui a été entendu à Kigali. Celui « de père et de mère ». Si, en l'espèce, aucune loi n'existe légitimant ce texte, Félix Tshisekedi s'est servi de ce verbatim. En parlant de « candidats de l'étranger », de « ceux qui ont trahi leur pays » - dès le début de la campagne jusqu'à la fin de celle-ci -, il a fait passer le message contenu dans le « de père et de mère » au point d'abattre Katumbi dont les liens avec Kigali sont souvent mis en exergue et de pousser le très puissant ex-gouverneur

du Katanga à s'éloigner de son épouse (de nationalité burundaise, cependant). Reste que depuis samedi 3 février en fin de journée, le trafic sur la Route Nationale n°2 Goma-Bukavu est coupé à partir du centre du village de Shasha, au Nord-Kivu suite, aux combats intenses qui opposent les rebelles du M23 et de l'AFC aux forces loyalistes des FARDC.

COUVRE-FEU QUI N'EN DIT LE MOT ?

Il n'y a plus de trafic entre Goma-Sake-Minova depuis la prise de Shasha, samedi 3 février, par les rebelles qui auraient ensuite érigé une barrière en plein centre de ce village, à 9 kms de la cité de Sake. En conséquence, la cité de Sake et la ville de Goma sont privées de tout approvisionnement en produits vivriers à partir de Minova et Bweremana. Le M23-AFC avait lancé une attaque sur cette région à partir de Ngingwe et de MureMure, deux collines stratégiques que la coalition pro-rwandaise a occupées. Avec la prise de Shasha, on assiste à une psychose au sein de la population de Minova, dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu. On

observe un afflux à Minova des déplacés des villages Nguba, Kirotshe, Kiluku, Shasha, Kituva, Bweremana, Kihindo qui fuient les combats.

La cité de Goma, qui serait l'objectif rêvé des rebelles coalisés, n'est pas en reste. Mercredi 31 janvier, le Conseil Provincial élargi de sécurité de la province avait décidé que tous les nouveaux venus dans la ville de Goma devraient désormais être identifiés et leur liste remise au Conseil chaque matin à 10:30'. Le Gouverneur du Nord-Kivu, le général Peter Cirimwami a communiqué cette décision à la presse, le même mercredi, à l'issue de sa réunion avec les membres du Conseil Provincial de Sécurité élargi aux cadres de base de la ville de Goma.

La rencontre avait pour objectif de faire un état des lieux de la situation sécuritaire, mais aussi de faire l'évaluation des recommandations qui avaient été formulées lors de la dernière rencontre de ce conseil à Mugunga. « Nous avons pris une mesure : nous devons identifier les nouveaux venus dans la ville. Chaque matin à 10:30', nous devons avoir la liste des gens qui sont arrivés dans la ville et ceux qui sont sortis de la ville pour qu'on soit sûr avec qui nous vivons », a déclaré le gouverneur militaire. Sur la mesure d'interdiction de la circulation de motos après 18:00', le Conseil de sécurité a décidé de prolonger cette décision en vue de mieux évaluer son impact. Au départ, cette mesure devrait durer une semaine, mais le conseil a décidé d'aller jusqu'à 30 jours. Ces mesures sont-elles un couvre-feu qui n'en dit pas le mot ? Reste que le Congo reste le Congo. Le Congo est de retour. Aujourd'hui, demain, il saura répondre. Il en aura les moyens. Malgré toutes ces menaces du régime rwandais appuyés par les chancelleries occidentales...

T. MATOTU ■

À Goma, des bombes visent nos avions militaires



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1603 | LUNDI 19 FÉVRIER 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Seule la force fait face à la force



Que les Congolais en soient convaincus : ce ne sont pas les moyens qui manquent au pays. Mettons en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La stratégie gagnante de la guerre au Kivu

Lorsque le 18 janvier 2001, ils font feu sur le président Laurent-Désiré Kabila, à Kinshasa, dans son bureau, à sa résidence, alors qu'il s'y trouvait en réunion avec un collaborateur, officiers et soldats rwandais au front, aux côtés des rebelles congolais du Rcd-Goma, étaient à Pepa, localité située à une centaine de kilomètres de Pweto, non loin du lac Tanganyika, à un jour de marche de la deuxième ville du pays ! À l'annonce du décès du président congolais, soldats rwandais et rebelles congolais se jettent mécaniquement en direction de Lubumbashi, à 500 kms de là, convaincus que l'affaire était désormais terminée, que la deuxième guerre mondiale africaine avait pris fin, que le Rwanda venait de gagner une seconde fois, une guerre au Congo !

Pourtant, peu après la nouvelle de la mort de Kabila annoncée, Paul Kagame reçoit l'ordre de la première puissance du monde de ne pas laisser ses troupes avancer vers la deuxième ville du Congo, d'arrêter les combats à Pepa et de voir venir les événements. L'ordre de Washington est si strict que pour s'assurer de son exécution sans faille par ses hommes, Paul Kagame fait atterrir dans la précipitation sur la localité congolaise, Pepa, dans l'heure qui suivait l'annonce de ce décès, le membre le plus puissant de son dernier carré, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, l'un des fondateurs du FPR, le Front Patriotique Rwandais, aujourd'hui en exil, à l'époque chef d'état major de



Quand le Congo prendra conscience de sa puissance. DR.

l'armée rwandaise, APR, l'Armée Patriotique Rwandaise aujourd'hui RDF, Rwanda Defence Force. Sur le front, trouble et incompréhension. Les mêmes questions dans toutes les bouches. « Qu'est-ce qu'il s'est passé derrière nous, depuis ? Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi nous demande-t-il de ne plus avancer alors que le pouvoir est à portée de main ? Que nous veut-il ? » L'assassinat de Laurent-Désiré Kabila a fait ouvrir des portes aux Occidentaux ! Dès son installation à la tête du pays, le nouvel homme, fils de Laurent-Désiré Kabila, choisi par les Occidentaux, prend littéralement un chemin autre que celui qu'avait emprunté son père. Il commence par béatifier le facilitateur du dialogue inter-congolais, l'ancien président du Botswana, Ketumile Joni Masire dit Quett Masire, invité dans la Capitale, reçu par le nouveau président quand Kabila père lui avait fait ériger un infranchissable mur. Le dialogue s'ouvre le 15 octobre 2001 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il aboutit à Pretoria à l'Accord global et inclusif, signé le 2 avril 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. L'accord donne lieu à un régime 1+4 inattendu, fait incorporer dans l'armée régulière des forces de toutes les rébellions, MLC, RCD-Goma, RCD-ML. L'arrêt par Kagame des combats à Pepa

donne une indication claire sur les réalités du Rwanda. L'ordre d'arrêter les combats est venu des Occidentaux, signe de la dépendance existentielle du Rwanda vis-à-vis des Occidentaux. Le Rwanda trop pauvre par son potentiel, son économie sinon son existence dépend étroitement de l'aide occidentale. La moitié de son budget est financée par l'aide extérieure. Il est dès lors difficile qu'une injonction occidentale ne puisse être suivie sauf à accepter de faire courir au « pays des mille collines » le risque d'un retour à l'âge de la pierre, ce que ne peut se permettre Kagame dont l'ambition affichée par sa propagande ou sa communication, est de passer pour un pays modèle dans la gestion au point d'afficher des taux de croissance hors normes (plus de 8% en 2023), de se faire élire et réélire à la soviétique sans que cela n'émeuve personne en Occident dans un pays à majorité hutue. L'essentiel, explique-t-on, c'est la paix, l'ordre, la stabilité ! Disons-le. Face à Kigali, Corneille Nangaa Yobeluo est le nouveau Laurent-Désiré Kabila, le nouveau Ernest Wamba dia Wamba, le nouveau Dr Emile Ilunga Kalambo, le nouveau Adolphe Onusumba Yemba. Un Congolais de service, sans existence, à exploiter et à lâcher sans explication dès que l'ordre tombe ! Si le Congo fait

aujourd'hui face à d'énormes défis dans la conduite de la guerre que lui mène le Rwanda, le pays est connu comme celui qui infligea une cuisante défaite à la rébellion tutsie du FPR lors de sa première tentative de prendre le pouvoir à Kigali. Sous Mobutu, l'ex-Zaïre, avec le général Donatien Mahéle Lieko Bokungu à la tête d'un contingent des FAZ contribua, le moins que l'on puisse dire, le 2 octobre 1990, soit dès le lendemain de l'entrée du FPR au Rwanda, en venant de l'Ouganda, à la mort dans les bananeraies, du chef historique du FPR-APR, Fred Gisa Rwigema, de son vrai nom Emmanuel Gisa.

DU MAUVAIS TEMPS À KIGALI. Certes, des versions diverses circulent sur ce décès. Il n'empêche ! Cette mort de l'homme qui fut le garde du corps de Yoweri Kaguta Museveni lors de ses opérations militaires parties de la Tanzanie et qui est nommé vice-ministre de la Défense à Kampala, à la prise du pouvoir par Museveni, fut l'œuvre du contingent zaïrois dépêché par Mobutu auprès de l'armée de son ami, le président rwandais, le Hutu Juvenal Habyarimana. Partant des réalités existentielles du Rwanda, le Congo d'aujourd'hui peut déployer une stratégie gagnante qui ferait plier cet « homme fort de Kigali ». Une stratégie d'anéantissement sinon d'affaiblissement de l'économie et donc des finances de ce pays. Le contexte international actuel s'y prête avec cette multiplication des mauvaises nouvelles. Le hasard n'existe pas, dit-on. Il est évident que depuis peu, Kigali croule sous du mauvais temps. Il y a le gel par l'Union Européenne de 20 millions d'euros à la RDF

pour son intervention à Cabo Delgado, au Mozambique. « L'UE ne peut pas apporter une assistance financière (au Rwanda) qui sera aussitôt injectée dans le financement des violences dans le Nord-Kivu », déclare un diplomate européen. Cette contribution financière ne sera pas versée au Rwanda qui, au lieu de se concentrer sur le développement de son territoire, exporte et entretient la terreur sur le sol congolais. Jusqu'où ira l'UE qui paraît s'acheminer vers de nouvelles sanctions contre Kigali pour son soutien au M23 ? Autre mauvaise nouvelle, l'arrivée au 10, Downing Street du Labour qui a conduit le nouveau premier ministre britannique, après son raz de marée électoral, à annuler le contrat sur les migrants. Keir Starmer a confirmé la fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda. Le 6 juillet, le chef du Labour a annoncé, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda - « pays vanté mais non sûr pour les demandeurs d'asile », était « morte et enterrée ». Du coup, les sommes colossales que Kigali attendait de cet accord (432 millions d'euros comme coût de la procédure de demande d'asile au Rwanda, 140 millions d'euros supplémentaires si plus de 300 migrants étaient renvoyés au Rwanda, 151.000 livres prévues pour l'intégration de la personne renvoyée au cas où celle-ci resterait au Rwanda, etc.) partent en fumée quand la polémique enfle pour savoir s'il faut retourner ou pas les énormes sommes déjà perçues par Kigali. Qu'attendre de Paris avec le changement de la politique étrangère française que va porter le futur gou-

vernement français et surtout de Washington qui ne met désormais aucune réserve dans son récit pour désigner nommément le Rwanda dans la guerre à l'Est du Congo ? Le 5 décembre 2022, dans un appel téléphonique, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a « dit clairement que tout soutien externe à des groupes armés non-étatiques en RDC doit cesser, y compris le soutien du Rwanda au M23 », en a rapporté officiellement le porte-parole du département d'État, Ned Price. Le 5 février 2024, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa diffuse un communiqué. « Nous avons fermement appelé tous les groupes armés non-étatiques, y compris le M23 sanctionné par les États-Unis, à cesser les hostilités et à déposer les armes (...). Nous appelons de nouveau le Rwanda à cesser de soutenir le M23 et à immédiatement retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais, étant donné que leur appui à ce groupe armé n'a servi qu'à déstabiliser davantage l'est de la RDC ». Puis : Les États-Unis soulignent « depuis longtemps qu'il est primordial que tous les États respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun », ajoutant que « toute affirmation contraire est fautive ». Et ce tweet d'Antony Blinken du 7 avril 2024, jour de la commémoration des 30 ans du génocide rwandais, qui en dit long sur le virage de la politique américaine : « Nous pleurons le deuil des milliers de Tutsis, de Hutus, de Twas et d'autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible ». Réaction affligée de Kagame : « Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer

avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et, ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas chez nous ». À la question d'un journaliste, Kagame révèle qu'il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide. Les choses ne sont donc plus désormais les mêmes ! Certes, Kagame est et reste sur papier un allié des États-Unis. Certes, Kagame a sur papier des relations amicales avec nombre de dirigeants occidentaux. Reste que Kagame et son régime subissent désormais une pression qu'ils n'avaient jamais subie à ce jour suite à une implication militaire documentée dans les Kivu du puissant voisin économique, le Congo. Entre le Rwanda et le Congo, le choix est clair. On le sait, « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Quand les médias s'en mêlent avec le dossier planétaire « Rwanda Classified » qui a surpris Kigali, qui a activé ses réseaux étrangers avec une tribune riposte « « Rwanda Classified », une faille journalistique ? » Reste que l'enquête « Rwanda Classified », au cœur de l'engrenage répressif du régime de Paul Kagame menée par un consortium de 17 médias de onze pays dans le monde, a fait mouche, a interpellé les consciences. Que veut Kagame dont le pays n'a rien dans ses mains ? Quelles ambitions folles, démesurées nourrit-il ? Peut-il exister en continuant de tromper et de travailler pour d'autres ? Et, si face au Rwanda, le Congo avait besoin d'autres armes pour lever la mise ?

KKMTRY

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcasteur américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



seule. Avant sa prise de fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses

intentions sur le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui pré-

sentent « un risque élevé de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour

désigner le titre du chef de l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agit les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

L'affaire Matata rejailit

Lire en pages 4.

THE SOFT INTERNATIONAL THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1634 | MARDI 15 AVRIL 2025 | 20 PAGES €7 \$8

La Guerre

Comment l'image du Rwanda s'est défaite

Il est dit que l'argent n'aime pas le bruit. Ce qui arrive au Rwanda est dans la logique des choses. Le pays des mille collines était passé maître dans la propagande. «Meeting in Rwanda», campagne qui présente «the land of a thousand hills» comme «an excellent hub for meetings and events». «Investment», autre campagne qui vante ce pays comme «the second easiest place to do business in Africa by the World Bank and has been awarded for its leadership in tourism and economic competitiveness by the World Travel and Tourism Council, WTTC and the World Economic Forum respectively». «Visit Rwanda» qui, en 2018, parraine le club anglais de football Arsenal. Le dernier accord signé était de plus de 12 millions d'euros (13.663.500 \$US) par an. En 2023, un partenariat de cinq ans passé avec le club omnisports allemand, FC Bayern de Munich pour le développement du football et la promotion du tourisme avec le Rwanda. «Visit Rwanda» était depuis 2019 un sponsor du PSG, le



Paris Saint-Germain Football Club. Le Rwanda ne visait pas que le foot. Pour son image internationale, le pays en était jusqu'au cyclisme dont le Tour du Rwanda compte cette année sa 17ème édition. Mais le régime de Kigali ne mise pas que sur le sport. Il dispose dans les ciels du monde une compagnie aérienne Rwandair. Celle qui se présente comme «le rêve de l'Afrique» («the Dream of Africa») dispose, en avril 2025, de deux dessertes au Rwanda mais de 21 destinations dans 20 pays. Rwandair atterrit à Londres Heathrow, Paris-Charles-de Gaulle, Bruxelles, Bujumbura, Entebbe, Nairobi, Douala, Yaoundé, Johannesburg, Lusaka, Juba, Dar es Salaam outre les États-Unis, le Canada, des pays d'Asie. Mais voilà que tout ça reçoit un coup. Une image qui se dégrade. Fin février 2025, le Parlement européen a, dans une résolution, demandé l'annulation des Mondiaux de cyclisme sur route organisés fin septembre au Rwanda par l'Union Cycliste Internationale.

(lire suite à la page suivante).

Des ministres sous haut commandement des D-G

Lire article en page 5.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Comment l'image du Rwanda s'est dégradée

(suite de la page précédente).

Les Députés européens estiment que «le contexte géopolitique et la position belligérante de l'armée rwandaise rendaient l'organisation des championnats du monde de cyclisme sur route de l'Union Cycliste Internationale organisés en 2025 à Kigali fin septembre pas acceptable. Plusieurs formations politiques européennes de différents bords politiques ont donc demandé son annulation (...) si le Rwanda ne modifie pas sa position».

Présent à Kigali le 23 février pour une rencontre avec le président rwandais Paul Kagame lors du Tour du Rwanda qui a lancé sa première étape le même jour, le président de l'Union Cycliste Internationale, l'homme politique français David Lappartient, membre des Républicains, a indiqué que son instance « appelle à la désescalade et à la paix » entre le Congo et le Rwanda. « Aujourd'hui, très clairement, les conditions sont remplies pour que ces championnats du monde se déroulent », a assuré le Breton. Mais l'équipe professionnelle belge de cyclisme sur route Soudal-Quick-Step n'a pas été au Tour du Rwanda.

IL SE VOULAIT «RESPECTABLE». Des députés français en sont désormais en pointe. Ils interpellent leur Gouvernement et ont rédigé une proposition de sanctions dans le cadre d'une PPRE, Proposition de Résolutions Européennes en envisageant le gel des avoirs, la saisie des biens, l'interdiction de circulation dans l'espace de l'Union Européenne tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu dans la guerre rwandaise au Congo. «C'est absolument hallucinant qu'on puisse avoir à Paris, aujourd'hui, une société de conseil minier qui soit immatriculée, qui ait son siège dans les beaux quartiers, qui soit dirigée par un des porte-parole



De passage à Kigali, le 9 avril 2025, venant notamment de Kinshasa, Massad Boulos, le conseiller principal Afrique du président américain Donald Trump a parlé en diplomate mais tout y était dans son verbe. DR.

du M23 sans que la France ne trouve rien à redire. Cette société doit être fermée. C'est bien que la France s'engage pour que nous puissions plus avoir des criminels de guerre qui puissent immatriculer leur société de manière absolument libre en France. Ça passe aussi par la fin de ce qu'on appelle les accords de coopération militaire avec le Rwanda. La France a un accord historique depuis 1975 de coopération militaire. Nous demandons aujourd'hui que cet accord soit suspendu. Dans le même état d'esprit, en avril 2024, la France a passé ce qu'on appelle un accord d'assistance militaire avec le Rwanda qui entraîne le versement de 400 millions d'euros de la France au Rwanda et nous demandons que cet accord soit aussi suspendu et que les versements d'argent soient totalement arrêtés parce que si aujourd'hui ces partenariats et ces accords continuent, la France se rend complice du massacre de dizaines de milliers de civils et nous ne pouvons pas accepter, nous parlementaires, que

la France soit complice du massacre de ces personnes-là», a déclaré lors d'une plénière à Paris un Député français dans une vidéo qui fait le buzz sur Internet. «Nous sommes face au conflit le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale, avec des millions de déplacés. Chaque jour, des gens qui sont massacrés, des enfants qui sont réduits à l'état d'esclavage pour aller travailler dans des mines pendant que certains s'enrichissent et cette PPRE répond aussi à un objectif : c'est-à-dire qu'il y a des moyens d'action pour la France et pour l'Europe, il y a des sanctions politiques diplomatiques et économiques qui sont possibles et des leviers sont à disposition des responsables politiques et nous on est parlementaires, donc on souhaite que la France s'engage et sorte du silence complice qui est le sien aujourd'hui et prennent des décisions concrètes», poursuit ce Député. «Il faut également mettre fin à la participation aux événements culturels et sportifs qui se

tiennent au Rwanda, notamment sur la question sportive (...). Le Rwanda utilise le sport, le cyclisme, la formule 1, le basket, évidemment le foot, pour refaire une virginité et se présenter à la face du monde comme un État respectable et fréquentable, alors qu'au même moment, son armée massacre des milliers de personnes. Nous demandons évidemment la fin du partenariat de la honte entre ce qu'on a appelé «Visit Rwanda» et le Paris Saint Germain, qui rapporte chaque année 15 millions d'euros au Paris Saint-Germain, mais 15 millions d'euros qui sont tachés de sang et permettent au Rwanda chaque semaine de s'afficher sur des millions de télévision à travers le monde. Ce partenariat, il est aussi passé avec Arsenal et le Bayern de Munich en Europe et nous appelons une grande mobilisation le 6 avril prochain, dimanche à 14h00' devant le Parc des Princes pour mettre le Paris Saint-Germain face à ses responsabilités pour demander la suspension de ce partenariat».

Sur le cyclisme, le député poursuit : «la Fédération Internationale de Cyclisme a décidé d'attribuer les championnats du monde de cyclisme au Rwanda et ils vont se dérouler du 21 au 28 septembre prochain à Kigali. Nous demandons à ce que la France et la délégation française ne participent pas à ces Championnats du monde de cyclisme pour ne pas être complice de ce que fait aujourd'hui l'armée rwandaise. Nous demandons d'ailleurs que la Fédération Française de Cyclisme mette la pression à la Fédération Internationale pour faire en sorte que ces championnats du monde de cyclisme n'ait pas lieu au Rwanda, mais se déplacer ailleurs. J'ai appris aussi que le Rwanda avait candidaté pour accueillir un grand prix de Formule 1 dans les prochaines années, là aussi nous serons très vigilants pour le sport ne serve pas d'opération de blanchiment de des gouvernements qui se livre à des atrocités. Évidemment la condamnation très claire de l'exploitation des ressources

naturelles dans l'Est du Congo a un objectif : piller les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo qui sont extrêmement riches, qui aujourd'hui servent à financer une armée criminelle et quelques dirigeants rwandais qui s'en mettent dans les poches, au niveau européen, suspension de l'accord de coopération minière signé avec le Rwanda en 2024, ce qui est absolument pour nous aussi hallucinant, c'est-à-dire que en 2024 la situation n'était pas nouvelle et pourtant l'Union Européenne a signé un partenariat avec le Rwanda mais malheureusement l'Union Européenne n'est pas à son coup d'essai puisque nous mobilisons aussi depuis des mois pour suspendre l'accord d'association entre l'Union Européenne et l'État d'Israël, au regard du massacre commis à Gaza et on voit que l'Union Européenne préfère regarder ailleurs, privilégie ses intérêts y compris financiers alors qu'il y a des peuples qui sont massacrés et un embargo sur tous les

minerais, les minerais dit «T3», qui sont aujourd'hui des minerais de guerre, je pense au coltan, à l'étain, au tungstène et au cobalt qui sont aujourd'hui pour la plupart, extrait en RDC acheminés au Rwanda et après exporter. Pour donner un exemple illustré de ce qui se passe, 90% des volumes de coltan qui sont aujourd'hui exportés par le Rwanda, proviennent du Congo». «Des multinationales européennes et françaises sont complices, surtout Total est sur place et continue de verser des dividendes à ses actionnaires, des dividendes qui sont aujourd'hui des dividendes de mort, puisque l'exploitation de ces mines, elle est permise parce qu'on a des armées criminelles notamment le M23 qui en a pris possession, qui permet d'exporter les ressources au Rwanda pour financer tout ce qui se passe et enfin dernier élément, suspension de tous les accords économiques avec le Rwanda c'est pour nous quelque chose de très important

(lire suite à la page suivante).

Les sanctions font déjà leur effet au Rwanda

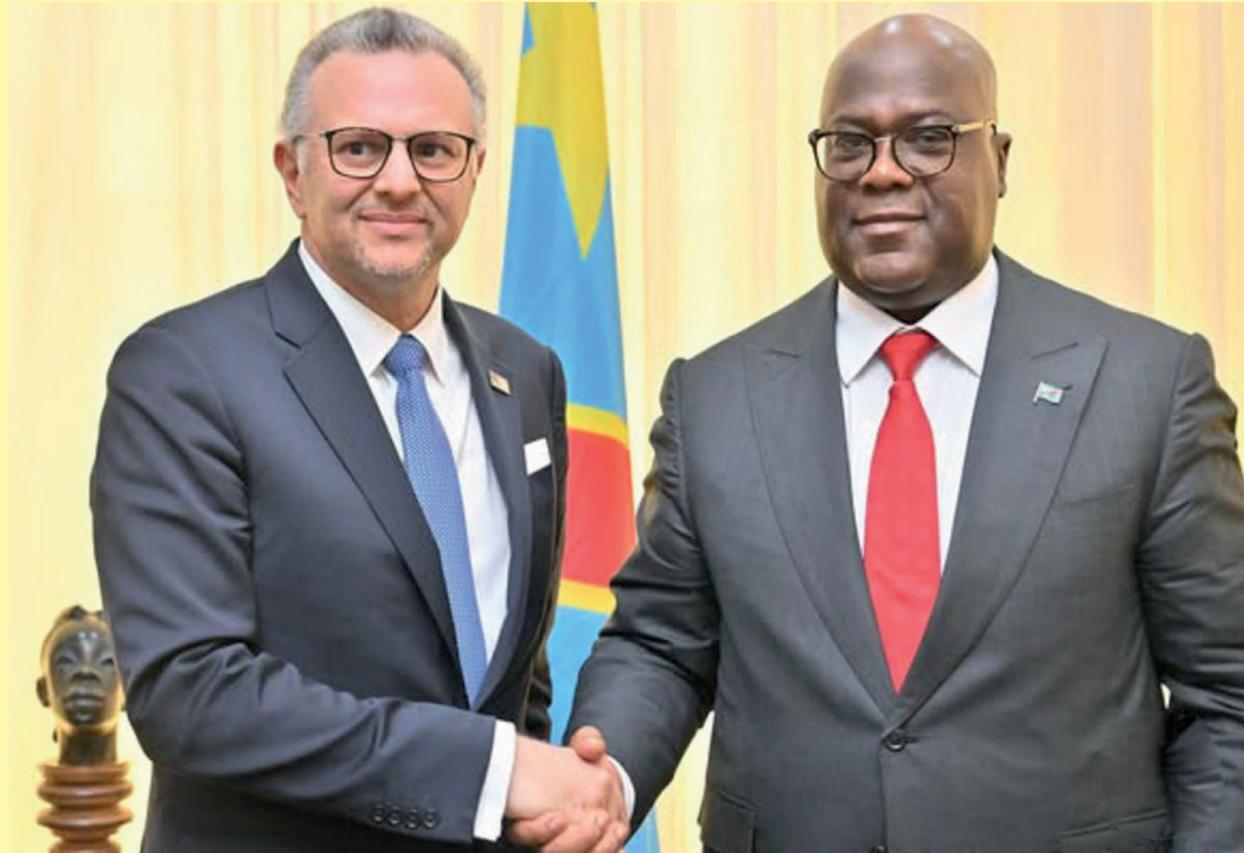
(Suite de la page précédente).

parce que l'économie rwandaise, elle est très dépendante des aides et des partenariats extérieurs, un tiers du budget rwandais dépend aujourd'hui d'aide ou de prêt étranger donc la question du levier économique et des sanctions économiques pour faire payer un gouvernement et faire cesser ce qui est en train de se passer, elle doit être à l'ordre du jour»

LE «VA AU DIABLE DE KAGAME».

Puis : «Je terminerai en disant que cette proposition s'inscrit dans ce que nous, nous croyons de la politique, c'est-à-dire une action, pas d'indignation géométrie variable, pas de discours véritablement une volonté politique de faire respecter le droit international. On peut pas avoir un Président de la République et un gouvernement qui fait des leçons à longueur de journée sur les valeurs de la République, sur le droit international, sur la paix dans le monde, qui parle à longueur de journée de sanctions légitimes contre les oligarques russes, mais qui sur d'autres conflits ne prend pas de position, ne prend pas de décision comme s'il y avait des conflits de seconde zone, comme s'il y avait des citoyens et des habitants du monde qui étaient des habitants de seconde zone qui ne méritaient pas que la France s'engage pour sauver leur vie parce que c'est de ça dont on parle aujourd'hui, c'est de sauver la vie de dizaines de milliers de personnes». Lors de son discours du 7 avril 2025 prononcé à Kigali lors du début des commémorations du génocide des Tutsi de 1994, le président rwandais a eu ces mots, à l'adresse des pays qui sanctionnent le Rwanda: «Allez au Diable». «Si quelqu'un vient (...) et dit : «Hé, nous allons vous sanctionner». Quoi ? Allez au diable».

Puis : «Vous avez vos propres problèmes à régler. Allez



Massad Boulos, le conseiller principal Afrique du président américain Donald Trump, accueilli à Kinshasa le 3 avril 2025 par le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

régler vos propres problèmes. Laissez-moi m'occuper des miens». Selon la journaliste belge Colette Breackman, qui a repris des propos d'un proche de Kagame, sans citer son nom, «même ceux qui connaissent les colères du «Boss» ont été surpris par la virulence de ses propos». Il semble que l'ancienne puissance belge ait été particulièrement visée par Kagame, accusée d'avoir œuvré pour que l'Union Européenne décide, à l'unanimité, le 17 mars, d'infliger à son tour des sanctions mais après notamment le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada. La veille de ce vote du Parlement Européen, devant une foule lors d'un meeting matinal à Kigali, Kagame avait déjà fait montre de sa grande colère face à «la petite Belgique». «L'un de nos malheurs est d'avoir été colonisés par un petit pays, la Belgique, qui a divisé notre nation pour la faire paraître aussi petite que lui». Signe que les sanctions font leur effet... De passage à Kigali, venant de Kinshasa, Massad Boulos, le conseiller principal de Donald Trump en

charge de l'Afrique a parlé en diplomate mais tout y était dans son verbe. «Le Président Kagame et moi avons discuté d'une vision pour un partenariat plus étroit à l'avenir. Un partenariat qui repose sur la stabilité régionale et la paix ainsi que sur le développement économique. Avant ma visite ici, j'ai eu le plaisir de m'entretenir avec le Président Tshisekedi, le Président Ruto et le Président Museveni de ces visites. Il m'est apparu clairement à quel point une paix durable est d'une importance vitale pour cette région. Nous soutenons la sécurité et l'intégrité territoriale de tous les États de cette région, de nombreuses entreprises américaines ont déjà investi au Rwanda, le gouvernement du Rwanda a une vision de devenir un leader économique et dispose d'une société prête à faire avancer cette vision. Nous sommes prêts à travailler avec le Rwanda pour atteindre cet objectif. C'est pourquoi trouver une résolution au conflit dans l'Est du Congo est si essentiel car cela libérera le potentiel inexploité de la région. Lors de nos

discussions, le président Kagame s'est engagé à poursuivre cette vision de paix. Je peux confirmer et je peux affirmer que les États-Unis restent également engagés dans cet effort et sont prêts à faciliter une fin au conflit évidemment une fin pacifique à ce conflit, une fin qui permet aux pays de sécuriser leurs frontières et posent les bases d'une économie régionale prospère. Cette relation a un grand potentiel et nous apprécions l'opportunité de discuter de la voie à suivre avec nos homologues ici à Kigali. Nous aimerions absolument voir une paix durable dans la région. Le président Trump est un président de paix. Il est le seul président dans l'histoire récente des États-Unis, dans l'histoire moderne, qui n'a pas commencé de nouvelles guerres. Il est celui qui, lors de son premier mandat, a mis fin à de nombreuses guerres. Il a retiré nos troupes de tant d'endroits et de zones de conflits dans le monde. C'est un homme de paix. Nous avons vu qu'immédiatement après son élection pendant la période de transition, il s'est

engagé dans ses discussions de paix que ce soit au Moyen-Orient ou en Europe de l'Est entre la Russie et l'Ukraine. Nous avons vu que comme par magie en quelques semaines après son élection, un cessez-le feu a été

atteint entre Israël et le Liban et quelques semaines après, un cessez-le feu a été atteint à Gaza et un grand nombre de otages ont été libérés. Et nous, nous voyons ce qui se passe en ce moment en ce qui concerne le conflit

Russo-ukrainien, que nous espérons voir résolu très rapidement et c'est pour cette raison que je suis ici cette semaine, que depuis la semaine dernière en fait, avec mes collègues, c'est la raison pour laquelle nous sommes ici parce que le président Trump est un président qui veut voir la paix réalisée. Il veut que ces conflits se terminent. Il veut qu'ils se terminent rapidement. Il croit fermement que les gens ont souffert énormément et c'est assez, il est temps. Ce conflit particulier dure depuis près de trois décennies. Il est temps de voir une fin, une fin pacifique à cela. Les habitants de cette région des Grands Lacs, du Congo, du Rwanda, des Grands Lacs en général, méritent mieux. Nous avons vu la perte de centaines de milliers de vie, des millions de déplacés et les gens ont souffert trop longtemps. Il est temps d'y mettre fin». Selon tous les observateurs, avec ces développements, Kagame a certainement déjà ordonné à ses 4.000 soldats de quitter le Congo.

D. DADEI ■

Terres rares au menu

Reçu à Kinshasa le 3 avril 2025 par le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Massad Boulos, le conseiller principal Afrique de Donald Trump, accompagné de Mme Corina Sanders, Secrétaire d'État adjointe pour les Affaires africaines et de Dan Dunham, Directeur du Conseil National de Sécurité pour l'Afrique, a eu un long échange avec le Chef de l'État.

S'exprimant en français au sortir de cette rencontre, il a déclaré: « Vous avez entendu parler d'un accord sur les minéraux. Nous avons pris connaissance de la proposition de

la RDC, et je suis heureux d'annoncer que le Président et moi, avons convenu d'une voie à suivre pour son élaboration. Je me réjouis de collaborer avec le Président Félix Tshisekedi et son équipe pour établir une relation plus profonde qui profite au peuple congolais et au peuple américain, et pour stimuler des investissements du secteur privé américain en RDC, notamment dans le secteur minier, dans l'objectif commun de contribuer à la prospérité de nos deux pays ». Puis : « Nous avons besoin d'un environnement le plus propice aux affaires pour atteindre cet objectif. Soyez assurés que des entreprises américaines

opèrent en toute transparence et stimuleront les économies locales. Il s'agit d'investissements de plusieurs milliards de \$US. Il s'agit d'emplois, de transfert de connaissances et d'investissements dans l'infrastructure. Il ne peut y avoir de prospérité économique sans sécurité ». Sur la guerre rwandaise, Massad Boulo : «Nous souhaitons une paix durable qui affirme l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC et qui projette les bases d'une économie régionale florissante. Cette relation présente un grand potentiel, et nous apprécions l'occasion de discuter de la voie à suivre avec nos homologues ici à Kinshasa».

Le diabète, une maladie pouvant entraîner un infarctus du myocarde

Le nombre de personnes atteintes de diabète est passé de 200 millions en 1990 à 830 millions en 2022. La prévalence du diabète a augmenté plus rapidement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que dans les pays à revenu élevé.

Plus de la moitié des personnes atteintes de diabète n'ont pas pris de traitement en 2022. C'est dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que la couverture du traitement du diabète était la plus basse. Le diabète peut entraîner une cécité, une insuffisance rénale, un infarctus du myocarde, un accident vasculaire cérébral et une amputation des membres inférieurs. En 2021, le diabète et la néphropathie diabétique ont entraîné plus de deux millions de décès. En outre, environ 11 % des décès d'origine cardiovasculaire étaient dus à une hyperglycémie. Un régime alimentaire sain, l'activité physique, des médicaments, un dépistage régulier et la prise en charge des complications per-



Surpoids, manque d'exercice, prédisposition génétique contribuent à l'apparition du diabète de type 2. DR.

mettent de traiter le diabète et d'éviter ou de retarder les conséquences qu'il peut avoir.

UNE MALADIE CHRONIQUE.

Le diabète est une maladie chronique qui se déclare lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline ou lorsque l'organisme n'est pas capable d'utiliser efficacement l'insuline qu'il produit. L'insuline est une hormone qui régule la glycémie. L'hyperglycémie (glycémie élevée) est un effet courant du diabète non maîtrisé qui, au fil du temps, provoque de graves lésions dans de nom-

breuses parties de l'organisme, en particulier les nerfs et les vaisseaux sanguins. En 2022, 14 % des personnes âgées de 18 ans étaient atteintes de diabète, contre 7 % en 1990. Plus de la moitié (59 %) des diabétiques âgés de 30 ans ou plus ne prenaient aucun traitement en 2022. C'est dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que la couverture du traitement du diabète était la plus basse. En 2021, le diabète était la cause directe de 1,6 million de décès et 47 % des décès dus au diabète sont survenus avant l'âge de 70 ans. De plus, 530.000 autres décès

consécutifs à une néphropathie ont été causés par le diabète et l'hyperglycémie est à l'origine d'environ 11 % des décès imputables à des maladies cardiovasculaires. Depuis 2000, les taux de mortalité dus au diabète ont augmenté. En revanche, la probabilité de mourir de l'un des quatre principaux types de maladies non transmissibles (maladies cardiovasculaires, cancers, affections respiratoires chroniques ou diabète) entre 30 ans et 70 ans a baissé de 20 % à l'échelle mondiale entre 2000 et 2019. Les symptômes du diabète peuvent

apparaître soudainement. Dans le diabète de type 2, les symptômes peuvent être légers et n'être remarqués qu'au bout de plusieurs années. Les symptômes du diabète sont : soif intense ; besoin d'uriner plus souvent que d'habitude ; vision floue ; sensation de fatigue ; perte de poids. Avec le temps, le diabète peut provoquer des lésions vasculaires au niveau du cœur, des yeux, des reins et des nerfs. De nombreux diabétiques ont des problèmes aux pieds en raison de lésions nerveuses et d'une mauvaise circulation sanguine. Des ulcères du pied peuvent survenir et nécessiter une amputation.

Diabète de type 1.

Autrefois appelé diabète insulino-dépendant ou juvénile, il se caractérise par une production insuffisante d'insuline, laquelle doit être administrée quotidiennement. En 2017, neuf millions de personnes, dont la majorité vivaient des pays à revenu élevé, étaient atteintes de diabète de type 1. On ne connaît pas la cause du diabète de type 1 et, en l'état actuel des connaissances, il n'existe

aucun moyen de prévention.

Diabète de type 2.

Le diabète de type 2 modifie la façon dont l'organisme utilise le glucose comme source d'énergie. L'organisme est incapable d'utiliser correctement l'insuline, ce qui peut entraîner une hyperglycémie en l'absence de traitement. Au fil du temps, le diabète de type 2 peut causer de graves lésions, en particulier des nerfs et des vaisseaux sanguins. Le diabète de type 2 est souvent évitable. Le surpoids, le manque d'exercice et une prédisposition génétique contribuent à l'apparition du diabète de type 2. Il est important de poser le diagnostic précocement pour éviter les pires effets du diabète de type 2. La meilleure façon de dépister le diabète tôt est de consulter un prestataire de soins pour faire régulièrement des examens et des analyses de sang. Les symptômes du diabète de type 2 peuvent être légers et n'être remarqués qu'au bout de plusieurs années. Ils peuvent être similaires à ceux du diabète de type 1, mais sont souvent moins prononcés. De ce fait, la maladie n'est

parfois diagnostiquée que plusieurs années après son apparition, une fois les complications déjà présentes. Plus de 95 % des diabétiques ont un diabète de type 2. Le diabète de type 2 était autrefois appelé diabète non insulino-dépendant ou diabète de la maturité. Récemment encore, ce type de diabète n'était observé que chez l'adulte, mais il survient désormais de plus en plus souvent aussi chez l'enfant.

Diabète gestationnel.

Le diabète gestationnel se caractérise par la survenue d'une hyperglycémie, c'est-à-dire d'une élévation de la concentration de glucose dans le sang au-dessus des valeurs normales mais à des valeurs inférieures à celles conduisant à poser le diagnostic de diabète. Le diabète gestationnel survient pendant la grossesse. Chez les femmes atteintes de diabète gestationnel, le risque de complications pendant la grossesse et à l'accouchement est plus élevé. Ces femmes risquent davantage, ainsi parfois que leur enfant, d'avoir ensuite un diabète de type 2.

Comment aborder autrement l'obésité

Les médecins devraient prendre en compte l'état de santé général des patients présentant un excès de graisse, plutôt que de se contenter de mesurer leur indice de masse corporelle, IMC. Les personnes souffrant de maladies chroniques causées par leur poids devraient être diagnostiquées comme souffrant d'« obésité clinique », tandis que celles qui n'ont aucun problème de santé devraient être diagnostiquées comme souffrant d'« obésité préclinique ». On estime à plus d'un milliard le nombre de personnes souffrant d'obésité dans le monde et



Des médicaments aident à réduire le poids corporel. DR.

les médicaments amaigrissants sur ordonnance font l'objet d'une forte demande. « D'autres ne peuvent pas bien marcher ou respirer, ou sont confinés dans des fauteuils roulants avec des problèmes de santé importants », écrit le rapport qui appelle à un « recadrage » de

l'obésité afin de faire la distinction entre les patients atteints d'une maladie et ceux qui restent en bonne santé, mais qui risquent d'être atteints d'une maladie à l'avenir. Actuellement, dans de nombreux pays, l'obésité est définie comme un IMC supérieur à 30 - une mesure qui évalue la

graisse corporelle en fonction de la taille et du poids. L'accès aux médicaments amaigrissants tels que Wegovy et Mounjaro est souvent limité aux patients appartenant à cette catégorie. Dans des pays d'Europe, tel Royaume-Uni, le NHS exige également que les patients aient un

problème de santé lié à leur poids. Mais l'IMC ne révèle rien sur l'état de santé général d'un patient, indique le rapport, et ne fait pas la distinction entre les muscles et la graisse corporelle, pas plus qu'il ne tient compte de la graisse plus dangereuse autour de la taille et des organes. Les experts plaident en faveur d'un nouveau modèle qui prenne en compte les signes d'obésité affectant les organes du corps - tels que les maladies cardiaques, l'essoufflement, le diabète de type 2 ou les douleurs articulaires - et leur impact préjudiciable sur la vie quotidienne. Cela indique que l'obésité est deve-

nue une maladie clinique et qu'elle nécessite un traitement médicamenteux. En revanche, pour les personnes souffrant d'obésité « préclinique », au lieu de recourir aux médicaments et à la chirurgie, il convient de leur donner des conseils pour perdre du poids, de les conseiller et de les surveiller afin de réduire les risques d'apparition de problèmes de santé. Un traitement peut également s'avérer nécessaire. Le rapport indique que les ratios taille-taille ou la mesure directe de la graisse, ainsi qu'un historique médical détaillé, peuvent donner une image beaucoup plus claire

que l'IMC. Un professeur spécialiste de l'obésité infantile à l'université de Sydney, qui a contribué au rapport, estime que la nouvelle approche permettrait aux adultes et aux enfants souffrant d'obésité « de recevoir des soins plus appropriés », tout en réduisant le nombre de personnes surdiagnostiquées et recevant des traitements inutiles. À l'heure où des médicaments permettant de réduire le poids corporel jusqu'à 20 % sont prescrits à grande échelle, le rapport indique que ce « recadrage » de l'obésité « est d'autant plus pertinent » qu'il « améliore la précision du diagnostic ».

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CÉCI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AU PARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Ces quatre véhicules les plus diminutifs du monde en 2025

Dans une ère dominée par des véhicules électriques plus grands, la quête d'options compactes adaptées à la conduite en ville est devenue un défi notable. Pour ceux qui cherchent une deuxième voiture pour se déplacer de manière abordable dans les espaces urbains et se garer facilement, l'émergence de voitures électriques plus petites représente une tendance bienvenue. Au-delà de la simple abordabilité, ces véhicules diminutifs injectent un élément de plaisir dans l'expérience de conduite.

Ci-contre, les quatre plus petites voitures disponibles sur le marché en 2025, souvent les plus économiques. Il est important de noter que ce classement met l'accent sur la taille plutôt que sur la qualité globale, offrant des informations sur les voitures électriques les plus petites sur le marché. Êtes-vous à la recherche d'offres sur les véhicules électriques avec des remises substantielles? Explorez nos recommandations pour les meilleures affaires dans le monde de la mobilité électrique.

4. Fiat 500e.

Fiat a été rapide à introduire la variante électrique de la nouvelle 500, faisant ses débuts dès 2021. Cependant, malgré le passage du temps, le modèle a eu du mal à gagner une popularité généralisée, largement attribuée à son prix de départ assez intimidant d'environ 30.000 euros. Cette étiquette de prix élevée contraste fortement avec le modèle hybride (plus ancien) Fiat 500 plus abordable, toujours disponible neuf à l'usine pour un modeste 13.000 euros. Ce qui a perdu depuis le modèle précédent de la 500 est sa charmante taille compacte. C'est toujours une voiture citadine délicieuse



Les véhicules les plus diminutifs en 2025, de haut en bas, de g. à dr., Fiat 500 e, Fiat Topolino, Microlino, Citroën Ami. DR.

qui dégage non seulement un attrait esthétique joyeux, mais conserve également sa vibe funky, cool et légèrement rétro caractéristique. En termes de praticité, la 500 électrique offre une autonomie réelle de 235 km, frappant un équilibre qui s'aligne parfaitement avec son objectif urbain prévu. Ainsi, bien que le prix puisse faire lever des sourcils, la Fiat 500 électrique continue d'être une petite option élégante et écologique pour ceux qui recherchent une conduite accrocheuse à l'intérieur des limites de la ville. Dimensions : Longueur : 3 632 mm; largeur : 1 683 mm; hauteur : 1 527 mm.

3. Fiat Topolino.

Puisant son inspiration de la Citroën Ami, le groupe Stellantis présente l'interprétation italienne de cette microvoiture sous la forme de la Fiat Topolino. Si votre cœur penche vers l'Italie plutôt que vers la France, alors la Fiat Topolino pourrait bien être la «voiture» pour vous. Mais soyons clairs, il ne s'agit pas d'un véhicule compact ordinaire. Circulant à une vitesse modeste de 45 km/h, c'est une conduite adaptée aux jeunes de 16 ans avec leur permis AM, assurant une expérience de conduite unique. Cependant, n'envisagez pas d'aventures sur autoroute avec celle-ci - elle est petite avec seulement 2,5 mètres de long et 1,4 mètre de large. Malgré sa taille réduite, la Fiat Topolino excelle dans ce pour quoi elle



est conçue. Nichée dans son esthétique rétro se trouve une puissance familière, identique à la Citroën Ami : un moteur de 6 kW, une batterie de 5,5 kWh, une vitesse maximale de 45 km/h et une autonomie louable de 75 km réalisable après seulement 4 heures de charge. Les deux variantes, Citroën et Fiat, sont proposées avec une étiquette de prix

d'environ 9.000 euros, en faisant des choix également attrayants dans le domaine des microvoitures. La Fiat Topolino, avec sa touche italienne, offre non seulement une alternative distinctive pour ceux qui préfèrent l'Italie, mais apporte également un charme unique dans les rues avec son mélange d'esthétique rétro et d'efficacité moderne.

Dimensions : Longueur : 2 530 mm ; largeur : 1 390 mm ; hauteur : 1 520 mm.

2. Microlino.

Voici la plus petite voiture que vous pouvez acheter (conduite sous licence B), la Microlino, avec une longueur de seulement 2 519 mm et une largeur de 1.473 mm. Proposée en Europe au prix de 19.990 €, ou avec l'incitatif flamand

pour les véhicules électriques à 14.990 €, cette petite voiture est peut-être la méthode de transport la plus branchée disponible aujourd'hui. Ceux qui ont une forte mémoire ou connaissance automobile sauront que cela ressemble à une version moderne de l'Isetta, autrefois également sous licence BMW. Contrairement à l'Ami et au Topolino, ce Microlino peut atteindre une vitesse de 90 km/h, ce qui ne le rend pas adapté aux moins de 18 ans. En conséquence, vous pouvez conduire la Microlino sur l'autoroute, mais nous ne le recommandons certainement pas. Elle offre de la place pour deux adultes. Micro Mobility Systems équipe ses véhicules avec trois options de batterie : des packs de batterie de 6,0, 10,5 et 14,0 kilowattheures. Ils offrent des plages respectives selon le cycle WLTP de 91 kilomètres, 177 km et 230 km sur une seule charge. La réalité sera légèrement inférieure, mais comme il s'agit d'une voiture citadine, l'autonomie ne variera pas beaucoup car elle est généralement moins affectée par la conduite sur autoroute. Dimensions : Longueur : 2.519 mm; largeur : 1.473 mm; hauteur : 1.501 mm.

1. Citroën Ami.

Dans le monde dynamique des microvoitures, où des dimensions compactes et des caractéristiques uniques définissent l'expérience de conduite, la Citroën Ami et la Fiat Topoli-

no émergent comme des prétendants intrigants. Notamment, la Fiat Topolino, inspirée par la Citroën Ami, apporte une touche italienne au paysage des microvoitures. Alors que la Fiat Topolino est essentiellement la même voiture que la Citroën Ami, elle se distingue en étant légèrement plus petite - de 13 cm pour être précis. Peut-être que le porte-bagages compact à l'arrière explique cette différence, mais à nos yeux avertis, les deux véhicules semblent identiques en taille. Sous la surface, la Fiat Topolino reproduit les spécifications de la Citroën Ami avec un moteur de 6 kW, une batterie de 5,5 kWh, une vitesse maximale de 45 km/h et une autonomie de 75 km réalisable après seulement 4 heures de charge. La stature petite et la vitesse limitée les rendent adaptés aux jeunes de 16 ans avec un permis AM, offrant une expérience de conduite distinctive adaptée à ce groupe d'âge. Quand il s'agit de choisir entre la Citroën Ami et la Fiat Topolino, tout dépend des goûts personnels. Penchez-vous vers la touche italienne de la Fiat Topolino, ou le charme français de la Citroën Ami capture-t-il votre cœur? Ces microvoitures offrent non seulement une expérience de conduite unique, mais aussi une touche d'individualité dans un monde de conduite compacte. Dimensions : Longueur : 2.410 mm ; largeur : 1.390 mm; hauteur : 1.520 mm.



Le plaisir le plus gratifiant pour le cerveau

Entre les injonctions socio-culturelles en matière de sexualité et autres quête de la performance, que penser de la recherche à tout prix du plaisir ultime ? L'éclairage du Dr Damien Mascaret, sexologue et auteur du livre « Le cycle du désir », qui n'hésite pas à parler de « dictature de l'orgasme ».

« Dictature de l'orgasme ». Comment pouvez-vous vous expliquer cela ?

C'est un sujet assez complexe. L'orgasme n'est pas indispensable à la satisfaction sexuelle, ni chez l'homme, ni chez la femme. Il faudrait donc arrêter de se fonder sur l'orgasme pour juger de la qualité d'un rapport sexuel. En effet, cela conduit à l'injonction « il faut absolument avoir un orgasme », qui produit plusieurs consé-



Il semble plus que jamais qu'il faille arrêter « de se fonder sur l'orgasme pour juger de la qualité d'un rapport sexuel ». DR.

quences : la plupart des hommes sont convaincus qu'ils doivent faire jouir leurs partenaires, sinon ils ne sont pas de bons amants et/ou conjoints. Du côté des femmes, nombreuses sont alors celles qui pensent que si elles n'arrivent pas à atteindre l'orgasme, c'est qu'elles présentent une dysfonc-

tion sexuelle et même qu'elles ne sont pas des partenaires suffisamment satisfaisantes.

D'autant que, comme le montre une étude de l'Institut Kinsey de l'Indiana, USA, parue en juillet 2024, le fossé des orgasmes persiste entre les sexes ?

Oui, les hommes atteignent l'orgasme dans 70 à 85 % des rapports sexuels, et les femmes autour de 46 à 58 %. Soit un taux d'orgasme entre 22 % et 30 % plus élevé chez les hommes ! En 2023, une étude norvégienne avait également observé cet écart, de 15 à 20 % en faveur des hommes, quelles que

soient les tranches d'âge (73 % des hommes et 57 % des femmes avaient rapporté avoir eu un orgasme). Mais il faut nuancer cette position : s'insurger contre la dictature de l'orgasme pourrait s'avérer contre-productif. À force de dire que ça n'est pas si important d'atteindre l'orgasme, on pourrait considérer que les femmes qui n'y accèdent pas ou qui y

accèdent bien moins souvent que les hommes n'est pas un sujet à prendre trop à cœur. Au détriment des femmes. Cet écueil est illustré par une étude finlandaise de 2016 qui a mis en lumière un écart persistant avec les décennies dans la capacité des femmes à atteindre l'orgasme, en particulier pour celles de moins de 35 ans, qui en éprouvaient moins facilement par rapport aux générations précédentes. D'où l'interprétation possible de cette situation comme le résultat d'une pression sociale qui, tout en dénonçant le diktat de l'orgasme, pourrait amener les femmes à le minimiser voire à s'en désintéresser.

Or, il ne faut pas être hypocrite et reconnaître que si les hommes sont moins touchés par les troubles du désir, c'est notamment parce que le rapport sexuel est très souvent orgasmique, renforçant ainsi leur désir et leur excitation.

En effet, dire que l'orgasme n'est pas le Graal pourrait conduire à

ce que l'on s'en désintéresse et que l'on n'aide pas vraiment les femmes à l'atteindre plus souvent. Alors même que l'absence d'orgasmes peut conduire à une diminution de l'envie de rapports sexuels ? C'est vrai. Pour qu'une activité soit désirée, il est nécessaire qu'elle soit satisfaisante. Même si un rapport sexuel sans orgasme peut être satisfaisant sur le plan émotionnel ou apporter du plaisir, mais ne laissera pas la même satisfaction au cerveau. Car l'orgasme représente le plaisir le plus intense qui existe. Il s'agit d'une expérience à la fois physique et psychologique, la plus forte récompense possible dans l'acte sexuel. Si un rapport ne conduit pas à cette récompense, il devient au fil du temps moins gratifiant pour le cerveau. Par conséquent, dans la compétition des activités plaisantes et agréables, d'autres pourraient prendre le dessus (séries tv, jeux vidéo, réseaux sociaux, soirée avec des amis, lecture...).

Sur la migraine, cela agit progressivement

Le sexe est-il/peut-il être un remède efficace contre la migraine? Oui, mais il faut y aller « de façon progressive ». Par exemple, en prolongeant les préliminaires.

« Pas ce soir, j'ai mal à la tête... » Les liens entre la migraine et les relations sexuelles apparaissent volontiers résumés à travers ce gimmick bien connu. Mais la réalité est plus complexe, à tel point que dans certains cas, l'orgasme pourrait se muer en traitement efficace! En 2013, une équipe allemande du département de neurologie de l'Université de Münster s'est atta-

quée au sujet de la céphalée et du sexe en envoyant un questionnaire à des patients souffrant de deux types de maux de tête : la migraine dans un cas et dans l'autre, la très douloureuse algie faciale (un trouble neurologique caractérisé par des crises douloureuses intenses et soudaines touchant un côté du visage). Résultat : parmi les patients migraineux, si un tiers a constaté une aggravation après une relation sexuelle, deux-tiers ont rapporté une amélioration. Dans le groupe « algies faciales », même constat : une partie (37%) fait aussi état d'un progrès, à la suite d'un rapport sexuel. Autant de données qui suggèrent effectivement que l'activité

sexuelle peut entraîner un soulagement partiel ou complet des maux de tête. En tout cas chez certains patients.

LES ENDORPHINES EN ANTI-DOULEUR.

L'explication se nomme endorphine, une substance neurochimique - souvent appelée l'hormone du bien-être ou du plaisir - libérée par le cerveau, après l'orgasme. À l'image d'un opioïde, elle va ainsi agir contre la douleur, associée en l'occurrence au mal de tête. Et ce, d'autant plus facilement que les centres cérébraux de l'orgasme et de la douleur sont en partie les mêmes, au niveau notamment du cortex et de l'hypothalamus. Au passage l'endor-

phine ne serait pas la seule à intervenir. En effet, lors d'une crise migraineuse, les taux de dopamine et de sérotonine, deux neurotransmetteurs également associés au bien-être apparaissent généralement au plus bas. Avant de remonter lors de l'activité sexuelle. Et de soulager bien des maux. Seulement, comme l'a montré l'étude allemande, l'activité sexuelle en remède de la migraine ne fonctionne pas chez tous les patients. Comme les auteurs le préconisent : « si vous êtes prêt à expérimenter pour voir si l'activité sexuelle améliore ou aggrave votre crise de migraine, allez-y de façon progressive ». Par exemple, en prolongeant les préliminaires.

Pas de date de péremption

En vieillissant, certains pensent que la sexualité perd de son importance. Pourtant, les bénéfices sur la santé d'une vie sexuelle épanouie demeurent très réels pour les seniors. Avoir une vie sexuelle saine et active procure plusieurs bienfaits en général. Et ne croyez pas qu'il y ait une date de péremption pour cela. Les seniors qui le souhaitent devraient pouvoir conserver une vie sexuelle épanouissante. D'autant que la santé sexuelle constitue un droit pour chacun et chacune. Elle repose sur un « état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en matière de sexualité », comme le définit l'Organisation mondiale de la Santé.

En effet, les relations sexuelles participent à l'activité physique, puisque les médecins considèrent en général qu'avoir une relation sexuelle équivaut en gros à monter deux étages d'escaliers. Or faire de l'exercice est bon pour la santé, en particulier cardiaque. Ce qui est absolument nécessaire lorsque l'on avance en âge.

AUTRE AVANTAGE : LE BIEN-ÊTRE.

Lors d'une relation sexuelle satisfaisante, le cerveau produit des endorphines, une hormone aux actions anxiolytique, antalgique et relaxante. Laquelle participe à la réduction de l'anxiété et du stress, deux éléments néfastes pour la santé. Les rapports sexuels renforcent aussi le plancher pelvien

des femmes. Or, celui-ci est souvent fragilisé en raison du vieillissement et des grossesses. Le sexe peut donc participer à l'entretien, en parallèle d'une rééducation périnéale si nécessaire. Enfin, plusieurs études ont montré que le sexe participait à ralentir les effets du vieillissement. C'est le cas de celle menée en 2013 par le Dr David Weeks du Royal Edinburgh Hospital. Selon ses travaux, entretenir une activité sexuelle permettrait d'avoir l'air entre 5 et 7 ans plus jeune que son âge réel. Pourquoi ? Les endorphines qui font du bien et l'activité physique qui stimule la circulation sanguine aident la peau à rester ferme plus longtemps et retardent l'apparition de rides.

Cinq chefs d'État africains reçus à la Maison Blanche



Les cinq présidents africains reçus par le président Donald Trump à la Maison Blanche dans le Bureau ovale. DR.

Cinq chefs d'État africains ont pris part du 9 au 11 juillet 2025 au premier sommet de l'administration Trump avec des dirigeants africains. Les chefs d'État de Guinée-Bissau, du Sénégal, du Libéria, du Gabon et de la Mauritanie ont effectué une visite officielle, axée sur la diplomatie économique et les investissements privés, qui a donné lieu à des engagements concrets dans les secteurs minier, énergétique, des infrastructures et de la sécurité.

Une visite officielle stratégique marquée par un sommet historique avec Donald Trump à la Maison Blanche et une série de rencontres bilatérales de haut niveau axées sur le renforcement des partenariats économiques et des investissements privés. C'est le premier sommet américano-africain de l'ère Trump. Une première rencontre multilatérale de la nouvelle administration américaine avec des dirigeants africains. Cette réunion de haut niveau a mis l'accent sur la nouvelle politique « Trade not Aid » - commerce plutôt qu'aide - privilégiant les partenariats économiques mutuellement bénéfiques, les investissements du secteur privé et la coopération en matière de sécurité régionale. Le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló a

présenté sa vision d'une Guinée-Bissau « stable, sécurisée et ouverte aux investissements étrangers », mettant en avant les secteurs prioritaires de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme, de la technologie et des infrastructures. Le Sénégalais Bassirou Diomaye Faye a mené une diplomatie économique particulièrement intensive, présentant sa « nouvelle vision de coopération fondée sur le commerce, les investissements mutuellement bénéfiques et le respect des intérêts réciproques ». Le président libérien Joseph Nyuma Boakai a centré ses interventions sur le riche potentiel en ressources naturelles du Libéria, appelant à une collaboration renforcée dans le secteur minier.

«L'HEURE N'EST PLUS À L'AIDE MAIS AU BUSINESS».

Le président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema a présenté sa vision de «bâtir une économie forte, souveraine et tournée vers l'avenir», mettant particulièrement en avant le projet emblématique de ligne de chemin de fer Belinga-Boué-Mayumba, long de 901 km, destiné à transporter le minerai de fer et à structurer le territoire national. Pour sa part, le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani a mis l'accent sur les atouts stratégiques de la Mauritanie lors de sa rencontre avec le président Trump, exprimant sa «profonde reconnaissance pour l'invitation» et appréciant «efforts du président américain pour instaurer la paix dans plusieurs régions ». Au lendemain de leur déjeuner à

la Maison Blanche avec Donald Trump, les cinq présidents ont poursuivi leurs entretiens bilatéraux avec le secrétaire d'État adjoint Christopher Landau, jeudi 10 juillet, à Washington. Avec toujours le même message délivré par l'administration américaine : l'heure n'est plus à l'aide mais au business. Après avoir rencontré les présidents libérien, mauritanien et gabonais la veille, le secrétaire d'État adjoint a poursuivi ses échanges avec les dirigeants sénégalais et bissau-guinéen dans un cadre plus intimiste que celui du déjeuner de mercredi lors duquel l'entrée en matière du président américain avec ses homologues du continent a parfois été maladroite. Si, jusqu'à présent, aucun accord n'a cependant été annoncé en grande pompe, les cinq dirigeants semblent plutôt satisfaits de leurs discussions aux États-Unis, y voyant aussi une opportunité de développement des infrastructures de leurs pays respectifs. Alors que tous les cinq ont achevé leur séjour américain vendredi 11 juillet, l'administration Trump a annoncé que ce genre de mini-sommet lancé par la Maison Blanche est appelé à se reproduire avec d'autres dirigeants du continent. «Cette réunion n'est que le début d'une série de discussions», a déclaré Bridget Davis, la porte-parole francophone du département d'État, avant d'expliquer que «le choix des présidents invités prouve bien que nous sommes prêts à mettre en place des partenariats avec des pays de toute taille sur l'ensemble du continent et que nous sommes prêts à nous y impliquer à long

terme ». Les présidents mauritanien et gabonais ont déclaré que Donald Trump méritait le prix Nobel de la paix pour ses « efforts en faveur de la paix dans le monde ». Leurs commentaires sont intervenus après que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ait déclaré qu'il proposerait la candidature de M. Trump pour cet honneur. « J'aime l'Afrique. J'aime ses dirigeants. Je vais regarder mon emploi du temps pour voir si je peux aller en Afrique. On va regarder tout ça. Et pour le Nobel, beaucoup de gens en parlent. Beaucoup », a répondu Trump. Deux moments forts de cette rencontre à la Maison blanche sont notamment la remarque de Donald Trump à son homologue libérien Boakai sur son accent anglais. Après son intervention, présentant les atouts dont dispose son pays en minerais, Trump n'a pas manqué d'apprécier son anglais. «Merci, et dans un si bon anglais, si beau», fait remarquer Donald Trump. «Où avez-vous appris à le parler de manière aussi belle ? Où avez-vous étudié ? Au Liberia ?», s'est-il empressé de demander par la suite. Avec un sourire empreint de gêne, le président Joseph Boakai lui répond «Oui monsieur». «Eh bien c'est très intéressant, c'est un bel anglais. J'ai des gens autour de cette table qui sont loin de le parler aussi bien que vous», a poursuivi le président américain avec sourire aux lèvres. Boakai dirige un Libéria, fondé par d'anciens esclaves noirs des États-Unis affranchis. Et dont l'anglais est la langue officielle du pays. Joseph Boakai a étudié à l'Université de Monrovia et à celle

du Kansas City aux États-Unis. Trump devient coutumier de ces genres de remarques sur la langue anglaise. «C'est une belle voix et un bel accent. Le seul problème, c'est que je ne comprends pas un mot de ce que vous dites. Mais je dis juste ceci, bonne chance, vivez en paix», avait-il dit à une journaliste afghane qui l'interrogeait en février dernier sur ses projets en Afghanistan. À un autre journaliste indien qui l'interrogeait à la Maison Blanche lors de la visite du Premier ministre indien, toujours en février, Trump a dit : «Je ne comprends pas un mot de ce qu'il dit. C'est l'accent, j'ai un peu de mal à l'entendre». Face au Sénégalais Bassirou Diomaye Faye, c'est le ton calme, la structuration dans les propos qui ont peut-être amené Trump à prêter beaucoup plus attention à la présentation du Sénégal comme pôle attractif pour les investissements, le potentiel touristique et la géographie stratégique dont dispose le pays. A un moment de son développement, le président Bassirou Diomaye Faye a été interrompu par Donald Trump qui lui a lancé : « Vous avez l'air jeune (...) ».

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends, Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.